



BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF

14/02/2020

Pôles économiques compétitifs

P19

Le potentiel de la zone géoéconomique Sud-Est présenté aux investisseurs

Programme de formation en gestion de la politique économique

P8

Les auditeurs de la 19^e promotion ont reçu leurs diplômes

Entretien routier

1 521 km de route à traiter, cette année, dans les Grands Ponts

6^e édition de la Convention mondiale du cajou (Wcc)

P16

Gon Coulibaly exhorte les investisseurs à s'intéresser davantage à la transformation locale

Service public de propreté

P7

Anne Ouloto exhorte les opérateurs à redoubler d'efforts

Coopération Côte d'Ivoire-Unesco Ouattara échange avec Audrey Azoulay

Le Chef de l'Etat, qui séjourne à Paris, s'est rendu hier au siège de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture



Le Président Ouattara s'est entretenu avec la Directrice générale de l'Unesco.



Lors de sa visite à l'Unesco, le Chef de l'Etat avait à ses côtés les ministres Kandia Camara (2e à partir de la gauche et Ally Coulibaly (1er à partir de la droite). (PH: PRÉSIDENCE)

Le Président de la République S.E.M Alassane Ouattara, s'est entretenu ce jeudi 13 février 2020, à Paris (France), avec la Directrice Générale de l'Organisation des Nations unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (Unesco), Mme Audrey Azoulay, au siège de

cette Organisation. Les échanges ont permis de faire un tour d'horizon de la coopération entre la Côte d'Ivoire et l'Unesco et les moyens à mettre en œuvre pour la renforcer davantage. Le Président Alassane Ouattara a salué l'élection de Mme Azoulay à la tête de

l'Unesco ainsi que sa grande contribution au renforcement de cette Organisation. Il a également évoqué avec elle le Prix Félix Houphouët-Boigny pour la Recherche de la Paix de l'Unesco, qui a été attribué en 2019 au Premier Ministre éthiopien, Abiy Ahmed

Le Ministre de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, M. Ally Coulibaly, la Ministre de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle, Mme Kandia Kamissoko CAMARA, le Directeur de Cabinet du Président de la République,

M. Fidèle Sarassoro ainsi que S.E.Mme Denise Houphouët-Boigny, Ambassadeur, Déléguée Permanente de la Côte d'Ivoire auprès de l'Unesco, ont pris part à cette rencontre. Notons que ce vendredi 14 février 2020, le Président de la République inaugurera

la Bibliothèque Félix Houphouët-Boigny, à l'Académie des Sciences d'Outre-Mer de Paris et aura également un entretien avec la Secrétaire Générale de l'OIF, Madame Louise Mushikiwabo, au siège de l'Organisation ■

SOURCE : PRÉSIDENCE

Présidentielle, réconciliation nationale, Cei...

Ces sujets au menu des échanges entre Duncan et Affi

Daniel Kablan Duncan a échangé hier avec Pascal Affi N'Guessan, le président du Front populaire ivoirien (Fpi). Au cours de cette rencontre qui s'est déroulée au Palais de la Présidence de la République, à Abidjan-Plateau, plusieurs sujets relatifs à l'actualité politique en Côte d'Ivoire ont été évoqués. «Nous sommes venus parler de la Côte d'Ivoire et de la situation des Ivoiriens», a indiqué Affi N'Guessan, à la fin de l'audience.

«Nous avons évoqué toutes les questions liées à la future échéance électorale», a-t-il ajouté, en précisant que ce processus «exige que l'opposition et le gouvernement accordent leurs violons». Entre autres, sur la Commission électorale indépendante (Cei), le Code électoral et toutes les conditions générales liées à la préparation du scrutin présidentiel. A ce niveau, Affi N'Guessan a fait savoir qu'il subsiste encore des préoccupations telles que le manque d'engage-

ment total de certains acteurs. Pour lui, il faut donc mettre tout en œuvre pour que ces questions trouvent des solutions idoines. «Nous sommes venus nous ouvrir au Chef de l'État. Mieux, nous avons fait des propositions», a-t-il fait remarquer; en indiquant par exemple que les acteurs majeurs de la vie politique soient parties prenantes de l'institution en charge de l'organisation des élections. Aussi bien au niveau de la commission nationale que des commissions locales. Affi N'Guessan soutient qu'il convient de faire en sorte que «la Cei soit une structure suffisamment équilibrée de manière à représenter toutes les sensibilités politiques du pays».

Toujours en ce qui concerne la présidentielle, le chef du parti à la rose a noté que diverses autres préoccupations ont été évoquées. Il s'agit notamment de l'enrôlement, de la carte nationale d'identité, du financement des candidats à la présidentielle. S'il reconnaît que ces



Le vice-Président Kablan Duncan a abordé d'importants sujets hier avec Affi N'Guessan. (PH: JOSÉPHINE KOUADIO)

sujets ont déjà fait l'objet de discussions, il admet qu'il faut suffisamment sensibiliser les autorités pour que des décisions majeures soient prises, «parce qu'il s'agit de préoccupations majeures qui participent à la modernisation de notre pays et à la réforme de l'État». Pascal Affi N'guessan a ajouté, par ailleurs, qu'il a été aussi question de la libération des détenus de la crise

ivoirienne. Pour lui, l'État de Côte d'Ivoire doit mettre tout en œuvre pour que la loi d'amnistie de 2018 «ne soit pas une symphonie inachevée». Affi N'Guessan a donc souhaité que le Chef de l'État aille jusqu'au bout de sa décision, en faisant en sorte que tous les détenus recouvrent la liberté.

Il a également demandé que le gouvernement s'implique dans la libération de l'ancien

président Laurent Gbagbo et de Blé Goudé, détenus à la Cpi. Le président du Fpi assure que cela permettra de tourner définitivement la page de la crise. Comme argument, il avance «qu'à l'heure actuelle, rien ne justifie leur maintien hors de la Côte d'Ivoire», après leur acquittement. «Il nous appartient, en tant qu'Ivoiriens, de nous entendre pour capitaliser cette décision de la Cpi»,

a-t-il exhorté. Du reste, «il appartient au gouvernement de reprendre la main sur ce dossier», a-t-il suggéré, en ajoutant que la libération de ces deux hommes participera à la dynamique de la réconciliation nationale. Plusieurs membres du gouvernement, dont Hamed Bakayoko, ministre d'État, ministre de la Défense, Sidiki Diakité, en charge de l'Administration du territoire, Patrick Achi, secrétaire général de la Présidence, ont pris part à cette rencontre. Côté Fpi, on notait la présence du secrétaire général Issiaka Sangaré, Christine Kra, vice-présidente...

«C'est un entretien qui fait suite à une demande d'audience au Président de la République. En attendant cette rencontre, il a demandé au vice-Président de nous recevoir», a précisé d'emblée Affi N'Guessan. «Nous restons ouverts si le Président de la République souhaite nous rencontrer», a-t-il conclu ■

MARCEL APPENA

Visite de travail dans la Gbôklè

Le message de paix du Premier ministre aux chefs traditionnels de Fresco

Le Chef du gouvernement poursuit aujourd'hui sa tournée de travail de plusieurs jours dans la Gbôklè.



Amadou Gon Coulibaly attend des chefs traditionnels leur soutien dans la politique économique que le Président Alassane Ouattara est en train de mener en Côte d'Ivoire.

C'est par Fresco que le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a entamé hier sa tournée dans la Gbôklè. Et c'est avec les chefs traditionnels et de communauté qu'il a ouvert sa série d'activités. Avec plusieurs dizaines de chefs coutumiers avec qui il a échangé à la résidence du préfet de Fresco, le chef du gouvernement a requis, au nom du chef de l'État, leur contribution résolue au maintien de la paix, de la stabilité et de la cohésion.

« Ce que le Président de la République me demande de vous dire et ce qu'il souhaite de vous, c'est votre accompagnement dans la politique économique qu'il est en train de mener en Côte d'Ivoire. Il souhaite que vous soyez des acteurs de paix. Il demande que vous diffusiez autour de vous, dans vos villages, dans vos communautés, des messages de paix. Et que vous n'écoutez pas des messages de division et de haine », a exhorté Amadou Gon Coulibaly, qui avait à ses côtés des membres du gouvernement.

« La paix, c'est ce qui crée l'environnement pour pouvoir travailler à créer la richesse nécessaire qui, bien distribuée, permet d'améliorer les conditions de vie des populations », a insisté Gon Coulibaly qui s'est engagé à faire en sorte que les préoccupations non encore résolues à Fresco trouvent solution. « Grâce au leadership du Président de la République, au travail acharné fait autour de lui par le gouvernement et au don de soi des populations, nous sommes arrivés à réduire le taux de pauvreté

dans notre pays de 51% à 36% », s'est-il réjoui. Amadou Gon Coulibaly a annoncé que la Côte d'Ivoire sera, à fin 2020, le deuxième de l'Afrique de l'Ouest par son Pib. S'ils continuent sur leur belle lancée, avec une croissance économique de 8% en moyenne, les Ivoiriens se hisseront au deuxième du rang des économies performantes en Afrique de l'Ouest, derrière le grand Nigeria. Reste à maintenir la cadence de ces « bonds prodigieux ». Les chefs traditionnels et de communauté ont, par des ac-

clamations nourries, exprimé leur adhésion à cet appel à maintenir ce bon rythme de développement en étant des sentinelles de la paix. Mais comment être à Fresco et ne pas parler de la question de la Côte d'Ivoire, un véritable enfer pour les populations ? « Je viens vous confirmer que ce projet fait bel et bien partie des priorités du gouvernement », a assuré Amadou Gon Coulibaly, indiquant que les négociations sont « déjà bouclées » et le financement est déjà acquis pour

le tronçon Songon-Grand-Lahou. Cette section verra donc ses travaux démarrer cette année. Le projet de la côte est prévu pour être exécuté en trois phases découpées en trois tronçons. L'un des tronçons partira de Songon à Grand-Lahou, un autre de Grand-Lahou à Sassandra et un dernier de Sassandra à San-Pedro. Les études concernant le tronçon San-Pedro-Sassandra et Sassandra-Grand-Lahou seront achevées fin février. Sitôt ces études achevées, le gouvernement entrera en négociation afin que les ouvrages soient exécutés « dans les meilleurs délais ». D'ores et déjà, San-Pedro-Sassandra et Sassandra-Fresco ont fait l'objet de réfection. Ce qui permet de réduire le temps de circulation sur le trajet. Les populations, par la voix de leurs porte-parole, ont renouvelé au gouvernement une série de doléances. La fresque des urgences est presque à l'image de celle de toute les socialités du pays. Notamment, eau, électricité, hôpitaux et routes. L'échange avec les chefs a eu lieu en présence de plusieurs cadres de la région, dont le président du conseil régional, Philippe Légré. Amadou Gon Coulibaly a également rencontré les jeunes à qui il a réitéré le même appel à maintenir la paix et la stabilité.

BENOÎT HILLI,
ENVOYÉ SPÉCIAL
DANS LE GBÔKLÈ

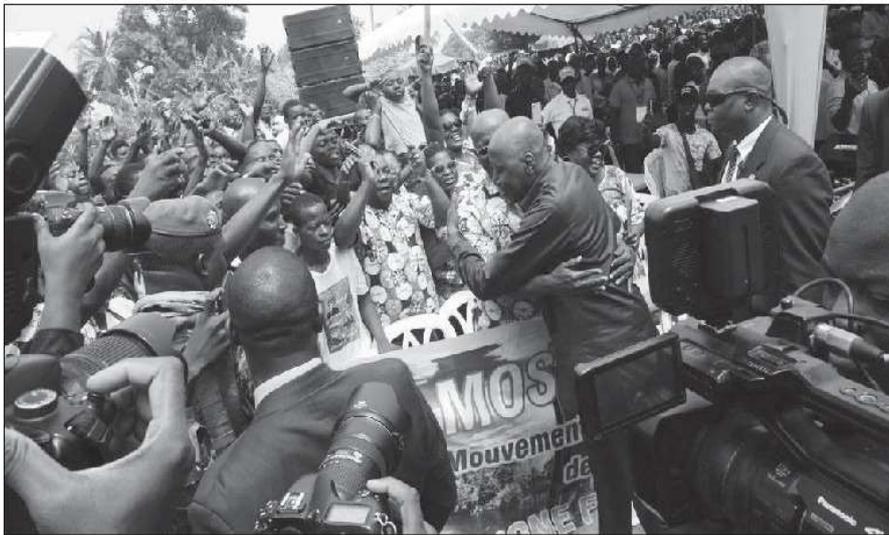


Le chef du gouvernement a été l'objet d'attentions particulières de la part des cadres de Fresco. (PHOTOS.PORO DAGNOGO)

● Amadou Gon Coulibaly

“La politique est faite pour rassembler et non pour diviser”

Hier, face aux populations, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a indiqué que sa présence à Fresco lui donnait l'opportunité de se réjouir avec ses hôtes de la stabilité et du progrès retrouvés en Côte d'Ivoire. Lors de son meeting, il a insisté sur la « responsabilité de tous les acteurs politiques ». Surtout, en cette année électorale. « Les élections ne sont pas des moments où les Ivoiriens doivent avoir peur », a-t-il affirmé. Car, il a plutôt la conviction que la présidentielle d'octobre prochain sera à l'image de celle de 2015. C'est-à-dire paisible. « La politique est faite pour rassembler, pour contribuer au bonheur des populations. Et non pour diviser. Elle n'est pas faite pour semer la graine de la haine, de la violence ou de la méfiance. La politique est faite pour travailler pour le bien de la population et pour travailler au rassemblement des filles et des fils du pays », a-t-il expliqué. Le Premier ministre a exhorté les uns et les autres à tourner le dos aux « querelles de clocher » et autres « combats stériles ».



Le Premier ministre a communiqué avec la population de Fresco. (PHOTOS: PORO DAGNOGO)

« En tant que citoyens d'un même pays, nous vivons ensemble avec des frères et des sœurs avec qui nous n'avons pas nécessairement en partage la même appartenance politique ou religieuse. Mais

il nous revient, dès lors, de nous adapter et de veiller à ce que chacun puisse affirmer ses convictions dans le strict respect d'autrui et des règles républicaines », a-t-il poursuivi, toujours soucieux

du « vivre ensemble ». « Dans le contexte de notre pays et de son histoire récente, notre détermination à préserver l'intégrité et la sûreté du pays ne doit souffrir aucune faiblesse. Car il s'agit, au de-

meurant, non seulement de tenir le serment pour lequel le peuple a confié le destin de la Côte d'Ivoire au Président de la République, mais également d'affirmer notre amour pour notre belle patrie

que nous devons prémunir contre toutes les aventures et mésaventures », a prévenu Amadou Gon Coulibaly, tout en assurant que le gouvernement, sous l'égide du Chef de l'État, poursuivra son œuvre de rapprochement des Ivoiriens.

Pour le chef du gouvernement, la seule préoccupation des hommes politiques doit être de savoir trouver les moyens de résoudre les problèmes des populations. Notamment, leurs besoins en eau, électricité, écoles, hôpitaux et autres infrastructures. Joignant l'acte à la parole, il a procédé sur place à la mise sous tension de quartiers, au lancement de travaux de bitumage de 5 km à Fresco et à l'extension du réseau électrique.

A Fresco, le Premier ministre qu'accompagnent une dizaine de ministres a eu des mots d'hommage aux anciens compagnons de Félix Houphouët-Boigny. Parmi eux, les ministres Alexis Thierry Légré, Grah Claire et l'évêque Mgr Téki. Aujourd'hui, le chef du gouvernement sera à Sassandra. ■

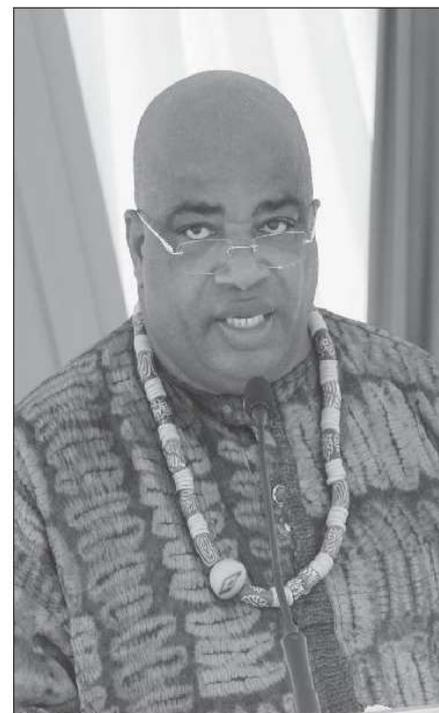
BENOIT HILI

● Fresco apporte son soutien “indéfectible” au gouvernement

Les populations de Fresco, dans toutes leurs composantes, apportent leur soutien indéfectible et vous encourage à poursuivre le développement du pays. Les populations de Fresco assurent de leur loyauté et de leur fidélité au Président de la République et à vous monsieur le Premier ministre. Elles sont convaincues que c'est dans une nation stable que prospère le développement ». Ainsi se sont exprimées, hier, les populations de Fresco, presque dans un acte de foi. Elles ont dit leur attachement au gouvernement, à travers leur porte-parole Ivon Kragbé. Pour ces populations, la visite d'Amadou Gon Coulibaly est un signe de Dieu. La preuve qu'il y a un Dieu pour les pauvres. Ivon Kragbé a présenté sa ville comme « un gros village ». Il estime, en effet, que le département est en marge du développement en dépit de ses nombreuses potentialités économiques. Des sous-préfets n'auraient ni bureaux, ni logements ni moyens de déplacement. Et la voirie n'existerait que de nom.



Le maire de Fresco, Beugrefoh Fulbert



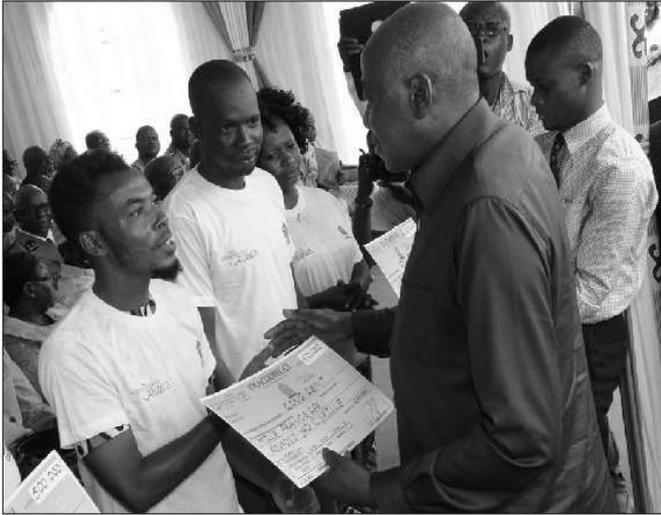
Le porte-parole des populations de Fresco Ivon Kragbé.

Aussi, a-t-il requis, comme doléances, un débarcadère, un marché central, un commissariat de police, un centre de formation professionnel, 22 pompes hydrauliques, des véhicules de fonctions pour le corps préfectoral, des ambulances, une maison des chefs traditionnels, l'amélioration des plateaux techniques médicaux, la construction de deux brigades de gendarmeries, et de châteaux d'eau, le dessablement du canal et l'électrification de 25 localités. Le traditionnel « ayoka » (bonne arrivée) a été délivré à Fresco par le maire de la ville, Beugrefoh Fulbert. « Les choses se passent sous nos yeux comme dans un rêve », s'est réjoui le premier magistrat de la commune, admiratif des réalisations du gouvernement.

Rejoignant le porte-parole des populations, le maire a plaidé pour une desserte en eau de sa commune. Et cela, pour en finir avec un paradoxe, celui d'une ville de Fresco, riche, entourée d'eau mais réduite encore à recourir à des sources d'eau pas toujours potables. ■

B. HILI

• Près de 67 millions pour 150 jeunes



Le porte-parole des bénéficiaires, Soumahoro Souleymane félicité par le Premier ministre.



Les bénéficiaires ont rassuré le Chef du Gouvernement de faire bon usage des fonds mis à leur

Pour la région du Gbôklé, ce sont 150 porteurs de projets qui, dans le cadre de l'opération "Agir pour les jeunes 2", vont bénéficier d'un financement pour entreprendre. Leurs chèques, d'un montant global de 66,6 millions de Fcfa leur ont été remis hier à Fresco, par le Premier mi-

nistre Amadou Gon Coulibaly, en marge du meeting qu'il a animé dans la ville. Les 150 bénéficiaires du Gbôklé vont, avec ces prêts allant de 100 000 à 1 000 000 de Fcfa, remboursables en un an à un taux de 10,5%, mener des activités génératrices de revenus dans le commerce,

l'élevage, l'agriculture, les services, etc. « Pour la phase de juin 2020 de cette même opération, ce sont 1900 jeunes du Gbôklé qui vont bénéficier d'un financement pour un montant total de 855 millions de Fcfa », a fait savoir Jacob Dri Bi, au nom du ministère de la Promotion de la Jeunesse et de

l'Emploi des jeunes (Mpje). Le porte-parole des bénéficiaires, Soumahoro Souleymane, a traduit la reconnaissance de ses pairs au gouvernement ivoirien. Il a salué le vaste programme d'autonomisation des jeunes initié par le Président de la République Alassane Ouattara, piloté par le Mpje sous

l'autorité du Gon Coulibaly. Il a promis un remboursement intégral des sommes reçues. Cette deuxième phase de l'opération "Agir pour les jeunes" cible 19500 porteurs de projets sur toute l'étendue du territoire national. Elle est dotée d'une enveloppe globale de 10 milliards

de Fcfa. L'initiative s'inscrit dans la mise en œuvre de l'axe 4 du Programme social du gouvernement (Ps-Gouv 2019-2020) portant sur l'emploi des jeunes et l'autonomisation des femmes. Elle vise à favoriser l'insertion des jeunes par l'entrepreneuriat ■

GERMAIN GABO

• Des projets structurants pour développer durablement Fresco



Au nombre des travaux figure en bonne place la transformation des voiries de la ville.

Dans un avenir proche, la ville de Fresco va se vêtir véritablement de son étoffe de chef-lieu de département. Avec elle, l'ensemble des chefs-lieux de sous-préfectures et principales localités du département. Et ce, par la volonté du Président de la République, Alassane Ouattara, qui a décidé d'engager d'importants moyens pour sortir le Gbôklé de son retard infrastructurel. Amadou Gon Coulibaly l'a dit hier à la tribune du meeting inaugural

de sa tournée dans la région, à Fresco. Le Premier ministre a annoncé que pour l'adduction en eau potable, des investissements d'un montant global de 10 milliards de Fcfa sont prévus dans le Gbôklé. Dans le département de Fresco, notamment dans les sous-préfectures de Dahiri, Fresco et Gbagbam, 45 nouveaux systèmes d'hydrauliques villageoises seront réalisés, y compris quatre nouveaux systèmes d'hydrauliques villageoises améliorés. « En

ce qui concerne Fresco également, nous avons signé avec un groupe qui s'appelle Mirelli. Le deuxième château d'eau de la ville sera bel et bien construit », a fait savoir Amadou Gon Coulibaly. En matière d'électricité, a poursuivi l'autorité gouvernementale, « les investissements engagés dans la région sur la période 2012 - 2017 se sont élevés à 4,7 milliards de Fcfa (...). Le plus important est de vous dire que d'ici la fin de l'année



Cette rue principale de la ville sera bientôt un vieux souvenir.

2020, les douze dernières localités du département de Fresco seront tous électrifiées. Ce qui portera le taux de couverture en la matière à 100 pour 100 ». Dans le secteur de l'éducation et de la formation, il est prévu, pour la période 2020-2023, la construction de 145 nouvelles classes. Pour le secondaire, huit collèges seront réalisés. Le lycée moderne de Fresco sera réhabilité. « En ce qui concerne la santé, les investissements projetés sur la période 2020-2021 à l'effet de rapprocher les services de santé des po-

pulations et de renforcer les plateaux techniques portent sur la réhabilitation et l'équipement de l'hôpital général de Fresco pour un montant de 1,3 milliard de Fcfa. Les travaux démarrent en juin 2020 », a indiqué le Premier ministre. Avant d'ajouter qu'il est aussi prévu la réhabilitation des centres de santé urbains de Dahiri et de Zéghan, la réhabilitation et le rééquipement des centres de santé ruraux de Dassioko, Lobogrou, Petit-Bondoukou et Yobéri, la construction et l'équipement du centre de santé rural de Grogbalédou

Revenant sur l'équipement routier, Gon Coulibaly a révélé que de 2015 à 2017, plus de 350 kilomètres de route en terre ont été reprofilés. « Au titre de 2018, le programme de reprofilage prend en compte 775 kilomètres de route dans le département de Fresco. La troisième phase de ce programme concernera en 2020, 408 kilomètres dans la région afin de faciliter l'écoulement des produits agricoles et le déplacement des populations », a soutenu l'hôte du Kôyiri ■

G. GABO

● 5 kilomètres de bitume pour Fresco



Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a donné le premier coup de pelle des travaux de bitumage... D'ici peu, cette voie non bitumée va recevoir du goudron. (PHOTOS: PORO DAGNOGO)

La ville de Fresco va bénéficier, avant fin 2020, de 5 kilomètres de bitume. Les travaux du projet ont été lancés hier par le Premier ministre, peu avant le meeting qu'il a animé à la place de la préfecture. Le ministre des Infrastructures économiques, Amedé Kouakou, a expliqué que

ce programme permettra d'améliorer la mobilité dans la commune. Le chantier qui va coûter environ 3 milliards de Fca concerne trois voies. La première part de la Coopéc au lycée moderne pour une distance de 750 mètres, la deuxième, de l'Église méthodiste à la préfecture pour 1300 mètres, la

dernière longue de plus de 1800 mètres part du lycée au front lagunaire en passant par la mosquée et le campus garçons.

La Côtière transformée en autoroute

A propos de la côtière, le ministre des Infrastructures économiques a souligné que dans le

cadre du programme du gouvernement, cette voie sera transformée en autoroute. « Il y a un pan du projet qui va d'Abidjan à Songon. Les marchés sont en train d'être passés. C'est un financement de la Banque africaine de développement. On a ensuite le tronçon Songon – Dabou – Grand-Lahou,

qui va bénéficier d'un financement chinois. Le contrat a été passé. Les études sont presque achevées. Pour Grand-Lahou – Fresco – Sasandra – San Pedro, on va finir très rapidement les études, de sorte que les travaux puissent démarrer », a fait savoir Amedé Kouakou. Il a précisé que les travaux

du tronçon Songon – Dabou – Grand-Lahou vont démarrer incessamment. Et que les reprofiliages lourds qui ont été faits sur la Côtière vont se poursuivre afin de permettre aux usagers de circuler dans des conditions acceptables, jusqu'à la réalisation de l'autoroute. ■

GERMAIN GABO

● Zakaréko électrifié, 19 autres localités bientôt sous tension



Chaude poignée de main entre le chef du gouvernement et le chef du village de Zakaréko, Raphaël Bogui.

Le village de Zakaréko, à la sortie nord de la commune de Fresco, a été connecté au réseau électrique.

Amadou Gon Coulibaly a mis sous tension, hier en fin d'après-midi, le village de Zakaréko, à la sortie nord de la commune de Fresco. L'acte du Premier ministre marquait également le lancement des travaux d'électrification de 19 localités du département. «

Nous voyons des populations heureuses, qui voient que leurs conditions de vie s'améliorent chaque jour. C'est cela la mission du gouvernement et c'est cela la mission des hommes politiques. La politique, c'est se mettre au service des populations. C'est ce que nous faisons sous

l'autorité du Président Alasane Ouattara », a déclaré le chef du gouvernement après avoir allumé les lampadaires de Zakaréko. Raphaël Bogui, le chef du village bénéficiaire, a dit toute sa reconnaissance aux autorités nationales pour l'acte de haute portée sociale réalisé dans son fief. « Que

Dieu vous guide davantage dans vos actes de développement que vous essayez dans toute la Côte d'Ivoire », a conclu le leader traditionnel. Le ministre du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Abdourahmane Cissé, a relevé que la mise sous tension de Zakaréko,

juste après le lancement des travaux d'extension du réseau électrique de Fresco, vient soulager les 4500 habitants de la localité qui, jusque-là, n'avaient pas accès à l'électricité. « Le taux de couverture dans le département de Fresco était de 31,5% en 2011. Conformément au Pro-

gramme social du gouvernement et aux instructions du Président de la République et sous l'autorité du Premier ministre, toutes les localités de Fresco seront électrifiées d'ici fin 2020 », a indiqué Abdourahmane Cissé. ■

G. GABO

Service public de propreté

Anne Ouloto exhorte les opérateurs à redoubler d'efforts

La ministre de l'Assainissement et de la Salubrité a échangé, récemment, avec les dirigeants de l'entreprise Eco Eburnie au Centre d'enfouissement technique d'Anguédedou.



Anne Ouloto a engagé les responsables d'Eco Eburnie à mener leur mission de façon efficiente.

La ministre de l'Assainissement et de la salubrité, Anne Désirée Ouloto, veut que l'an 2020 marque l'envol qualitatif du service public de propreté concédé à Eco Eburnie et à Ecoti Sa, les deux opérateurs de la filière déchets à Abidjan. C'est dans cette optique qu'à la tête d'une forte délégation de son département, la ministre de l'Assainissement et de la Salubrité (Minass) a rendu visite, le 7 février, aux dirigeants de l'entreprise Eco Eburnie à leurs bureaux au centre d'enfouissement technique (Cet) d'Anguédedou. La représentante du gouvernement a rappelé à ses hôtes leur cahier des charges. Après leur avoir symboliquement remis une copie pour marquer son attachement au respect de son contenu, la ministre a exhorté les responsables d'Eco Eburnie à redoubler d'efforts pour redonner à Abidjan sa propreté et son éclat d'antan. « Vous avez entamé un travail qui est en train de transformer notre capitale économique. Vous

devez poursuivre sur cette lancée », a recommandé

Anne Ouloto à Alvaro Gil, d'Eco Eburnie, et à ses col-

laborateurs. Elle a indiqué que le gouvernement a décidé de jouer à fond sa partition pour garantir la pérennité et la viabilité du projet d'assainissement du grand Abidjan. « L'État a pris des mesures pour sécuriser les ressources afin que vous soyez payés à la bonne date. Il a mis les bouchées doubles. Les choses vont changer », a rassuré Anne Ouloto. Cet engagement du gouvernement, a-t-elle poursuivi, « doit avoir un impact sur le terrain (...). On ne doit plus voir des endroits sales dans la villes, des camions de ramassage

mal entretenus, des bacs débordants d'ordures ». Toujours selon elle, il importe que le personnel d'Eco Eburnie soit à la hauteur de sa mission de propreté et que les poubelles soient régulièrement vidées de leur contenu. « Chacun doit faire son travail. Nous sommes sensibles à vos efforts, mais nous avons promis des résultats aux Ivoiriens. Il n'est pas souhaitable qu'en 2020, on nous interpelle encore pour de petits manquements », a souligné la ministre. Avant d'annoncer que l'accord sera davantage mis, cette

année, sur le changement de comportement des populations. Une campagne de sensibilisation sera bientôt lancée à cet effet. Des comités de suivi du service public de propreté seront également installés. Alvaro Gil a, à son tour, pris l'engagement de conduire avec rigueur sa mission de salubrité publique. « Nous sommes prêts à participer à toutes les étapes de la sensibilisation et à mettre en commun nos stratégies de gestion des déchets de l'agglomération abidjanaise », a-t-il indiqué.

GERMAIN GABO

Développement urbain

La Côte d'Ivoire s'inspire du modèle belge

La Côte d'Ivoire met un point d'honneur à assurer sa transition d'une économie informelle à une économie formelle. Aussi, conformément à la recommandation 204 de l'Organisation internationale du Travail (Oit), le pays-t-il a formulé, en lien avec les acteurs concernés, et avec l'appui du Bureau International du Travail (Bit), une Stratégie nationale intégrée de Transition vers l'Économie Formelle (Snit-ef). La restitution de ce document a fait l'objet d'un atelier présidé par le ministre de l'Emploi et de la Protection Sociale Pascal Abinan le 12 février, à la maison de l'entreprise au Plateau. L'atelier visait la présentation des grands axes de cette stratégie en vue de son adoption définitive par toutes les parties prenantes, et la feuille de route pour sa mise en œuvre.



Le ministre Pascal Abinan a réaffirmé l'engagement du gouvernement à favoriser la transition vers une migration formelle de son économie.

« Les résultats des différentes enquêtes-emploi indiquent que 9 emplois sur 10 sont informels dans notre pays. Cette prédominance nous interpelle tous sur le principal défi de l'emploi en Côte d'Ivoire qui demeure la qualité des emplois », a indiqué Pascal Abinan. En effet, comme l'a rappelé Franck Dogoh le directeur général de l'emploi, « Les emplois informels sont par définition vulnérables et non protégés ». Une situation qui met en lumière selon lui, la nécessité pour la Côte d'Ivoire d'accélérer le processus transformation structurelle de son économie. Ce, afin de favoriser la productivité et la création d'emplois de qualité, en vue d'offrir aux populations de meilleures conditions de vie. Une vision à laquelle adhèrent les acteurs du secteur privé, à en

croire Stéphane Aka Anghui, le directeur exécutif de la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (Cegci). « Une grande partie du secteur informel se pose en concurrent déloyal du secteur formel », a-t-il fait observer. Présente à la cérémonie, Sophie de Coninck, directeur par intérim de la représentation ivoirienne de l'Organisation internationale du Travail (Oit), adressé de vives félicitations à l'État de Côte d'Ivoire. « Après l'adoption en 2015 de la recommandation 204 de l'Oit sur la transition vers l'économie formelle, la Côte d'Ivoire, dans la recherche d'une croissance plus inclusive a été l'un des premiers pays à prendre un engagement fort pour la mise en œuvre de cette initiative », a-t-elle confié.

DRAMOUS YÉTI

BELLE OPPORTUNITE A SAISIR !

EBIMPE

Terrain constructible 30 ha avec ACD, périphérie d'Abidjan idéal pour lotissement ou usage industriel

Prix exceptionnel !

NOUS CONSULTER



CONTACTS : 21 59 42 38 / 43 98 46 46
infos@carre-premium.com
www.carre-premium.com

AVIS D'ENQUETE DE COMMODO ET INCOMMODO

Le Maire de la Commune de Grand-Béréby a l'honneur de porter à la connaissance du public, qu'une enquête de Commodo et Incommodo d'une durée de trente (30) jours, allant du jeudi 16 janvier 2020 au 14 février 2020 inclus, est ouverte dans les locaux des services techniques de la Mairie de Grand-Béréby, au sujet d'une parcelle de 117 ha 11 a 45 ca, appartenant aux propriétaires terrains du village de Gboupé, représentés par Monsieur HINON Yao Paul, Chef dudit Village.

cette parcelle est délimitée :

- Au Nord par la rivière Néro et le ruisseau Nésou ;
- Au Sud par l'Océan Atlantique ;
- A l'Est par les plantations de Messieurs DJIRIKA Tabio Elvis, SARRE Hié Emmanuel et HINON Yao Paul ;
- A l'Ouest par l'ancien lotissement du village de Gboupé ;

Monsieur GNEPO Toto André, Agent Technique aux Services Techniques de la Mairie de Grand-Béréby, nommé Commissaire-Enquêteur par arrêté n°2020-003/ CGBYS du 13 janvier 2020 de Monsieur le Maire de la Commune de Grand-Béréby, a qualité pour recevoir et enregistrer toutes les oppositions, réclamations et observations qui pourraient être faites et ce, tous les jours ouvrables aux heures réglementaires, aux bureaux des services Techniques de la Mairie de Grand-Béréby, ou un registre est ouvert à cet effet.

Fait à Grand-Béréby, le 13 janvier 2020

P. le Maire & P.I

NEMLIN Gnepo

Le 1^{er} Adjoint au Maire

AVIS DE RECRUTEMENT

L'AMBASSADE DES ETATS -UNIS

<https://ci.usembassy.gov/jobs>

Recherche pour son Service Medical le profil suivant :

UN MEDECIN

Date de clôture : lundi 17 février 2020

Merci de consulter le site Internet de l'Ambassade : <https://ci.usembassy.gov/jobs> pour plus d'informations.

IMPORTANT : La compétence linguistique des candidats sera vérifiée par un test d'anglais.

Programme de formation en gestion de la politique économique Les auditeurs de la 19^e promotion ont reçu leurs diplômes

La ministre du Plan et du Développement, Nialé Kaba a présidé la cérémonie de remise de parchemins, à l'université Houphouët-Boigny de Cocody

Les 38 auditeurs – 31 en présentiel et 7 en ligne, de six nationalités différentes - de la session 2019 du Programme de formation en gestion de la politique économique (Gpe) ont reçu hier leurs diplômes au cours d'une cérémonie organisée à cet effet à l'Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody, sous la présidence de la ministre du Plan et du Développement, Nialé Kaba. A l'occasion, Nialé Kaba a souligné que « l'essor du capital humain s'impose aujourd'hui comme le principal levier de compétitivité de l'économie, de l'innovation et de l'amélioration du bien-être des populations ». C'est pourquoi l'Afrique doit plus que jamais se doter de ressources humaines de qualité, capables de concevoir, de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer des politiques économiques cohérentes, afin



Nialé Kaba a félicité le corps enseignant et invité les récipiendaires à tirer le meilleur parti des connaissances apprises. (PH: DR)

de garantir aux populations un mieux-être durable, selon la ministre. À en croire Nialé Kaba, la Côte d'Ivoire formule la vision de développement d'une puissance industrielle

épaulée par une puissance éducative à l'horizon 2040. Selon elle, c'est tout l'objet de l'appui aux programmes de formation que constitue le 2e axe stratégique du Plan

national de développement (Pnd 2016-2020). D'où les importants moyens déployés par le gouvernement dans les infrastructures universitaires pour réaliser l'ambition du

Président de la République en matière de mise à disposition de leurs compétences. La ministre du Plan et du Développement a souligné que le Gpe qui a déjà formé 660 auditeurs, devra jouer un rôle important dans la réalisation de ce projet. Nialé Kaba n'a

pas manqué de féliciter le Pr Abou Karamoko, président de l'Université FHB de Cocody, par ailleurs président du comité directeur du Gpe et le Pr Mama Ouattara, directeur du Programme du Gpe ■

ABOUBAKAR BAMBA

Coopération économique à Istanbul Une cinquantaine d'entreprises ivoiriennes en prospection



Les chefs d'entreprises turques ont eu des rencontres d'échange avec leurs homologues ivoiriens en prélude au forum ivoiro-turc d'Istanbul. (PH: DR)

Du 21 au 28 mars, à l'initiative d'un groupe d'entrepreneurs ivoiriens résidant en Turquie, se tiendra le premier forum économique et d'investissement ivoiro-turc d'Istanbul. Ont annoncé les organisateurs, le 6 février, à la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (Cci-Ci). Une cinquantaine d'entreprises ivoiriennes exerçant dans divers secteurs prendront part à cette rencontre dont l'objectif est d'établir des contrats d'affaires entre entreprises ivoiriennes et entreprises turques. Ce, selon les organisateurs, dans la perspective d'offrir de nouvelles opportunités et de nouveaux marchés aux entreprises ivoiriennes. Dix domaines d'activités sont ciblés allant de l'industrie agro-alimentaire au textile en passant par la construction, l'automobile et les finances etc. En prélude à ce business forum, des hommes d'affaires turcs séduits par les belles performances que la Côte d'Ivoire enregistre ces dernières années, ont effectué une mission de prospection à Abidjan, la semaine dernière. Histoire d'explorer les opportunités d'investissement qu'offre le marché ivoirien.

Ces chefs d'entreprises turcs sont tous issus du Centre des investissements étrangers d'Istanbul dont le président a effectué le déplacement. Ils ont été accueillis à la Chambre de commerce où ils ont eu une réunion technique pour la préparation du forum d'Istanbul. A cette occasion, Maguiraga Bakary, vice-président de la Cci-Ci, qui présidait la séance, a vivement salué l'initiative et encouragé les entreprises turques à privilégier la destination Côte d'Ivoire. Il a aussi assuré de la pleine disposition de l'institution consulaire à accompagner cette initiative. Les relations diplomatiques entre la Côte d'Ivoire et la Turquie connaissent leurs plus beaux jours ces dernières années. Les Chefs d'État ivoiriens et turcs ont tous les deux manifesté leur intérêt de renforcer ces relations sur tous les plans, notamment par des visites d'État de part et d'autre en 2015 et en 2016. Les Turcs sont déjà présents en Côte d'Ivoire, particulièrement dans les secteurs de la construction, la sécurité, l'énergie et les télécommunications. De plus en plus, les entreprises ivoiriennes privilégient la destination turque et vice-versa ■

FAUSTIN ÉHOUMAN

A. BAMBA

Construction, logement et urbanisme

Bruno Koné appelle ses collaborateurs à plus de professionnalisme

Le ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, Bruno Nabagné Koné, a appelé hier l'ensemble de ses collaborateurs à davantage de professionnalisme. C'était lors d'une visite des antennes de son département ministériel à Cocody et Grand-Bassam. « Nous sommes venus rappeler à tous que nous devons être à la disposition des populations. Notre rôle, c'est de faciliter la vie à l'usager de nos services. Nous avons insisté sur la nécessité pour chacun d'être plus rigoureux, ouvert et d'accueillir de la meilleure façon l'usager en lui apportant tout ce qu'il vient chercher », a déclaré le ministre. Bruno Koné entendait aussi toucher du doigt les besoins de ses équipes sur le terrain, afin de les doter de moyens adéquats pour plus d'efficacité dans l'accomplissement de leur mission. « Nous ferons le nécessaire pour permettre à nos agents de jouer pleinement leur rôle en général et pour les amener à participer efficacement à l'animation de la plateforme collaborative que nous sommes en train de mettre en place avec d'autres démembrements de l'administration publique intervenant dans le domaine qui est le nôtre »,



Le ministre de la Construction et de l'Urbanisme a eu des échanges francs et constructifs avec ses collaborateurs. (PH: DR)

a-t-il expliqué. Le ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme a fait savoir que la visite des deux antennes avait également pour but de s'assurer que l'ensemble des structures et des agents sont au même niveau d'information relative aux nouvelles normes édictées en rapport avec les activités du maroquin qu'il dirige. « Nous sommes venus nous assurer que nous avons la même compréhension de nos missions. Vous savez qu'il y a un grand nombre de réformes qui ont été faites et qui améliorent grandement

la gestion que nous pouvons faire des questions qui nous concernent, pour que notre action soit plus efficace », a-t-il fait savoir. Il s'agit notamment de la loi n°2019-576 du 26 juin 2019 instituant code de la construction et de l'habitat.

De l'urbanisation anarchique à Grand-Bassam En outre, Bruno Koné a indiqué avoir abordé avec les autorités préfectorales et communales de Grand-Bassam la question du non-respect des normes d'urbanisme et de construction dans la cité.

Présentant la situation dans cette localité, il a dit : « Chacun peut voir que cet environnement pose problème. Nous avons un grand nombre d'occupations anarchiques, de constructions sans autorisation, le non-respect des plans directeurs d'urbanisme ». Le ministre a discuté avec ses hôtes de la possibilité d'accentuer les contrôles et de sanctionner - dans le cadre des normes en vigueur - quand cela s'avère nécessaire. Bruno Koné a rappelé que la finalité de toutes ces actions, « c'est d'améliorer les conditions de vie des populations ». Et que « rien n'est fait contre les populations ». En réponse, le maire de Grand-Bassam, Jean-Louis Moulot, a exprimé la disponibilité de la municipalité à travailler en étroite collaboration avec le ministère pour l'atteinte des objectifs évoqués par le ministre. Le premier magistrat de la commune de Grand-Bassam, par ailleurs expert en aménagement urbain, a émis l'idée de penser à la construction de cités administratives locales à l'intérieur du pays, afin de mieux exploiter le foncier qui a pris de la valeur et dont l'utilisation ne se fait pas de manière efficiente ■

Pôles économiques compétitifs

Le potentiel de la zone géoéconomique Sud-Est présenté aux investisseurs

Pendant trois jours, un atelier a réuni à la Chambre de commerce et d'industrie État, investisseurs et responsables locaux.

La Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire (Cci-Ci) a accueilli depuis hier – et ce pour trois jours – un atelier

de présentation au secteur privé des opportunités d'investissement issues du Programme des Pôles économiques compétitifs (Pec)

pour ce qui concerne la zone géoéconomique Sud-Est. Représentant la ministre du Plan et du Développement, Joseph N'grouma Tano, directeur

de cabinet adjoint, a invité les chefs d'entreprise et les responsables locaux à explorer toutes les opportunités d'affaires. Mais égale-



N'Grouma Tano (au centre) a invité les chefs d'entreprises et les responsables locaux à explorer toutes les opportunités d'affaires. (PH : DR)

ment à en rechercher toutes les possibilités de mise en œuvre pour donner le coup d'accélérateur souhaité par le Président de la République pour le développement local à partir du potentiel et des besoins de chaque zone. Joseph N'grouma Tano a indiqué que c'est l'occasion pour les responsables de profiter d'un instrument de développement local que la Côte d'Ivoire attendait de pouvoir mettre en place depuis longtemps. Le pays ayant tiré les leçons de la mise en œuvre de plusieurs politiques de cette envergure dont l'Autorité pour l'aménagement de la région du sud-ouest (Arso), un programme d'aménagement du territoire et de développement régional réalisé de 1969 à 1980. Dans son exposé de cadrage des échanges, Allou Saraka Koffi André, directeur général de l'aménagement du territoire, du développement régional et local, a indiqué que 1975 projets majeurs ont été identifiés pour un investissement global d'environ 27 436 milliards de FCfa, pour générer plus de 931 395 emplois. Allou Saraka Koffi André a assuré les investisseurs et les responsables régionaux et locaux de l'assistance du ministère pour accompagner les échanges et apporter les appuis nécessaires afin de permettre aux différentes parties de tirer le meilleur des opportunités qui s'offrent à elles. Pour sa part, Vassiliki Konaté, vice-président représentant le président de la Cci-Ci, a exprimé toute la disponibilité de son institution à faire en sorte que les chefs d'entreprise s'intéressent de près aux opportunités d'affaires dans l'ensemble de la zone géoéconomique Sud-Est en mettant à leur disposition le dispositif – notamment fiscal – élaboré par le gouvernement pour les inciter à exercer leurs activités à l'intérieur du pays. La cérémonie a enregistré la participation d'Auguste Kouakou Akandi, conseiller municipal représentant le maire du Plateau ■

ABOUBAKAR BAMBA

AVIS AUX LECTEURS

Vous êtes victimes d'abus, de vol ou d'escroquerie. Vous êtes témoin d'un accident, d'un braquage ou d'un fait insolite, appelez les faits divers de Fraternité Matin au 20 30 60 00 / 20 37 06 66 05 87 12 94 / 07 35 38 65 Email : marc.yvou@fratmat.info

République de Côte d'Ivoire
 PROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE EN MILIEU URBAIN
 CRÉDIT IDA n°5921-CI
 BANQUE MONDIALE
 MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE
 FINANCEMENT IDA

AVIS DE RESULTATS DE LA DEMANDE DE PROPOSITION DP N° 11/PREMU/2019 RELATIF À L'APPUI À LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS D'ENGAGEMENT CITOYEN DANS LE CADRE DU PREMU À AGBOVILLE, BINGERVILLE, TIASSALE, N'DOUCI, N'ZIANOUAN (ZONE SUD)

Objet de la Demande de Propositions : Appui à la mise en œuvre des activités d'engagement citoyen dans le cadre du PREMU à Agboville, Bingerville, Tiassalé, N'douci, n'Zianouan (Zone Sud)

Méthode de sélection : Sélection Fondée sur la Qualité (SFQ)

Durée du contrat : douze (12) mois

1. **Attributaire :**

Nom : Groupement ONG APLOMD / ONG 2 ACS / ONG ORPHAN'S HOPE CÔTE D'IVOIRE
Adresse (Mandataire) : 08 BP 3336 Abidjan 08
Prix de l'offre (lu publiquement) : 181 837 500 HT
Prix de l'offre après négociation : 125 670 000 FCFA HT
Prix du contrat : 125 670 000 FCFA HT

2. **Soumissionnaires dont les offres ont été évaluées**

Classement	Adresse	Consultants/ONG	Score Total (/ 100)
1 ^{er}	08 BP 3336 Abidjan 08	Groupement ONG APLOMD / ONG 2 ACS / ONG ORPHAN'S HOPE COTE D'IVOIRE	93,00
2 ^{ème}	27 BP 403 Abidjan 27	SONET CI Sarl	90,00
3 ^{ème}	06 BP 1214 Abidjan 06	Groupement AFRICA GLOBAL INTERNATIONAL / ODDES	85,00
3 ^e ex	09 BP 3040 Abidjan 09	PROMAK AFRIC	85,00
3 ^e ex	01 BP 5720 Abidjan 01	IVOIRE CONSEIL INTERNATIONAL	85,00
6 ^{ème}	198 chemin d'Avignon, 84470 Châteauneuf de Gadagne, France	Groupement HYDROCONSEIL / OIDEL	84,00

Pour toutes informations complémentaires, prière de contacter
 Cellule de Coordination du Projet de Renforcement de l'alimentation en Eau potable en Milieu Urbain sise aux II Plateaux-Vallon Cité LEMANIA lot n°1802,
 Code postal : 08 BP 2346 ABIDJAN 08- Côte d'Ivoire
 Numéro Tél : (225) 22409090/91 – Fax : (225) 22 41 35 59

Lutte contre les accidents impliquant les taxis-compteurs

La Matca annonce des actions de sensibilisation

Les accidents de la circulation, le cas des taxis-compteurs étaient l'un des sujets au menu d'un déjeuner de presse, organisé hier mercredi 12 février, à la bourse du travail à Treichville, par le directeur général de la mutuelle d'assurances des taxis-compteurs d'Abidjan. Ousmane Elie Guédou a souligné que les accidents de la circulation, au sujet des taxis compteurs, sont de plus en plus fréquents. Faisant de nombreuses victimes, « Les

accidents de taxis compteurs sont un réel problème pour la Matca. Il ne se passe plus un seul jour sans qu'un accident de taxi compteur ne soit enregistré. Évidemment, cela représente un poids énorme pour la mutuelle, puisque nous sommes tenus de faire face au sinistre », a-t-il indiqué. Comme solutions à ce problème, le directeur général de la Matca a décidé d'initier quelques actions d'envergure. Notamment, les affichages dynamiques en vue de sensibiliser les chauffeurs.

« Nous envisageons aussi de créer une radio de proximité pour la sensibilisation et d'instaurer des primes d'encouragement pour les chauffeurs qui ne feront pas d'accident. Notre objectif, c'est de faire en sorte de réduire les accidents de taxis

compteurs. Et nous mettrons tout en œuvre pour y parvenir », a-t-il poursuivi. Selon le Dg de la Matca, le nombre de taxis compteurs enregistrés à ce jour est de 20 000 contre 9 000 en 2011. Ousmane Guédou s'est aussi félicité des performances enregistrées

par la Matca depuis qu'il est à sa tête. « Les chiffres enregistrés par la Matca sont très bons. Mais nous ne les communiquerons qu'au cours de la prochaine assemblée générale. A ce jour, la Matca est la troisième compagnie certifiée en Côte d'Ivoire. Le

certificat est un pas de géant. C'est la preuve que la Matca a retrouvé sa stabilité. Et se veut désormais une entreprise moderne et modèle », a-t-il affirmé ■

CASIMIR DJEZOU

Renforcement de capacités

Des officiers marins et inspecteurs de pêche en formation à l'Arstm

Une vingtaine d'inspecteurs des pêches, officiers de marine, agents des administrations en charge de la pêche, provenant de 12 pays du golfe de Guinée bénéficient, depuis hier d'un stage de formation de cinq jours dans les locaux de l'Académie régionale des sciences et techniques de la mer (l'Arstm), à Yopougon. Initié par l'Institut de sécurité maritime interrégionale (Ismi), logé au sein de l'Arstm, en partenariat avec la coopération de sécurité et de défense française, ce stage est le deuxième du genre, après celui de l'année dernière. Il a pour objectif de contribuer à la lutte contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (pêche Inn), dans le golfe de Guinée. Au cours de la séance inaugurale de cette formation, le commandant Abé Aké Lazare, directeur de l'Ismi, a indiqué que ce deuxième stage sur la lutte contre la pêche Inn, qui se veut d'un niveau plus approfondi par rapport au stage de l'année dernière, a été financé par la France, partenaire clé de son institut, à travers le programme d'appui à l'action de l'État en mer (Aem) dans les pays du golfe de Guinée.

« La pêche illégale, non déclarée et non réglementée est un grave problème mondial qui s'est développé ces 20 dernières années. C'est l'un des principaux obstacles à la gestion durable des pêches », a-t-il affirmé. Selon le directeur de l'Ismi, sur une réserve de plus d'un million de tonnes dans le golfe de Guinée, la pêche Inn représente 37% des captures de ladite zone. Ce qui engendre un coût de 1,3 milliard de dollars par année. « La pêche Inn constitue un enchevêtrement complexe d'actions et d'organes ne se limitant pas à la pêche illégale, mais également au fret, à la trans-

formation, au débarquement, à la vente et à la distribution de poissons et de produits halieutiques. Elle a pour conséquence, la perte importante de revenus, notamment pour des pays parmi les plus pauvres au monde. La menace de la survie des communautés côtières dans les pays en développement ; l'épuisement des stocks de poissons dans le monde entier faisant obstacle aux initiatives de préservation et de reconstitution des réserves », a-t-il poursuivi.

Un défi important

Dans le même sens, l'administrateur en chef des affaires maritimes, Guillaume de Beauregard, coordonnateur régional de « Action de l'État en mer dans les pays du golfe de Guinée », a indiqué que la coopération française a décidé de mettre l'accent sur le thème de la pêche Inn pour plusieurs raisons : « D'après les experts, le golfe de Guinée est l'une des zones les plus poissonneuses du monde, mais aussi l'une des zones les plus touchées par le phénomène de la pêche Inn. Plus de 50% des ressources halieutiques de la zone côtière allant du Sénégal au Nigeria ont déjà été surexploitées. On estime que la pêche illégale dans le golfe de Guinée représente un tiers et la moitié des prises régionales totales ». Conséquence de ce diagnostic, dira-t-il, le manque à gagner est énorme pour les populations des États riverains. « L'Union européenne estime ces pertes à hauteur de 1,5 milliard d'euros. La réponse répressive qui devrait y être apportée dépasse les capacités et la compétence en matière d'enquête et de poursuites de la plupart des autorités nationales chargées des pêches. ■

CASIMIR DJEZOU



République de Côte d'Ivoire

PROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE EN MILIEU URBAIN

Crédit IDA N°5921-CI



MINISTRE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES



FINANCEMENT IDA

AVIS DE RESULTATS DE LA DEMANDE DE PROPOSITION DP N° 12/PREMU/2019 RELATIF À L'APPUI À LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES D'ENGAGEMENT CITOYEN DANS LE CADRE DU PREMU A BEOUMI (ZONE CENTRE)

Objet de la Demande de Propositions : Appui à la mise en œuvre des activités d'engagement citoyen dans le cadre du PREMU a Béoumi (Zone Centre)

Méthode de sélection : Sélection Fondée sur la Qualité (SFQ)

Durée du contrat : douze (12) mois

1. Attributaire :

Nom	SONET-CI
Adresse (Mandataire)	27 BP 403 Abidjan 27
Prix de l'offre (lu publiquement)	99 850 000 HT
Prix de l'offre après négociation	95 110 000 FCFA HT
Prix du contrat	95 110 000 FCFA HT

2. Soumissionnaires dont les offres ont été évaluées

Classement	Adresse	Consultants/ONG	Score Total (/ 100)
1 ^{er}	27 BP 403 Abidjan 27	SONET CI Sarl	90,00
2 ^{ème}	20 BP 1465 Abidjan 20	Groupement QSE Conseil / EAA COTE D'IVOIRE	86,67
3 ^{ème}	198 chemin d'Avignon, 84470 Châteauneuf de Gadagne, France	Groupement HYDROCONSEIL / OIDEL	84,00
3 ^{è ex}	01 BP 5720 Abidjan 01	Groupement IVOIRE CONSEIL INTERNATIONAL / MUDEZA	84,00
3 ^{è ex}	09 BP 3040 Abidjan 09	PROMAK AFRIC	80,00

3. Soumissionnaire n'ayant pas déposé de plis
L'ONG ODAFEM.

Pour toutes informations complémentaires, prière de contacter
Cellule de Coordination du Projet de Renforcement de l'alimentation en Eau potable Milieu Urbain
sise aux II Plateaux-Vallon Cité LEMANIA lot n°1802,
Code postal : 08 BP 2346 ABIDJAN 08- Côte d'Ivoire
Numéro Tél : (225) 22409090/91 – Fax : (225) 22 41 35 59

Responsabilité sociétale des entreprises Bondoukou Manganèse se félicite d'avoir investi 200 millions de F Cfa

Si en 2017 et 2018, Bondoukou Manganèse a réalisé de gros investissements en vue d'augmenter sa capacité de production, l'entreprise minière génère depuis lors « de bons résultats et qui profitent à tous ». Ainsi pouvait se féliciter le directeur des affaires administratives et financières de la société, Manik Guru, qui a animé un point-presse, le 3 février, à Abidjan-Plateau, au siège de l'entreprise. « Depuis ces investissements, notre société n'a jamais fait de perte et a connu une tendance à la



Manik Guru, directeur des affaires administratives et financières de Bondoukou Manganèse, a fait le bilan des actions sociales de l'entreprise minière. (PH : DR)

hausse en termes de chiffre d'affaires et de profitabilité. De plus, l'entreprise a déjà commencé la construction d'une usine d'enrichissement qui a le double de la capacité de l'usine existante et sera unique en son genre en termes de technologie. En 2019, nous avons fait un bénéfice de plus d'un milliard de F Cfa », a-t-il soutenu. Et de préciser que : « Dans l'ensemble de ce processus et des activités menées, le développement local et le renforcement des capacités ont toujours été un domaine d'intérêt majeur pour nous. Grâce à ces activités, l'entreprise a déjà contribué à hauteur de 198 millions de F Cfa au développement communautaire et au développement local minier. Ce montant a servi à développer 14 villages dans la région. Il faut aussi noter la formation des jeunes et des femmes des localités environnantes, qui va s'intensifier les prochaines années ». Donnant les détails de cette contribution au développement communautaire, Manik Guru a cité la construction et la réhabilitation de plusieurs écoles, de châteaux d'eau, la construction de logements pour les enseignants des écoles primaires, le développement d'infrastructures routières et des installations d'eau potable, et quelques projets à venir. Bondoukou Manganèse est une société anonyme de droit ivoirien qui est en phase d'exploitation d'un gisement de manganèse dans le département de Bondoukou, dans l'Est ivoirien. Elle a obtenu son permis d'exploitation en octobre 2010 et l'a renouvelé en février 2018. L'entreprise minière est détenue à 10% par l'État de Côte d'Ivoire avec un conseil d'administration comprenant des membres des cabinets du ministère en charge des Mines et du ministère en charge du Budget. Depuis quelques jours, la société est citée par un confrère dans une affaire de fraude fiscale. Des allégations que Manik Guru a vivement contestées pendant le point de presse. « L'État de Côte d'Ivoire détient une participation de 10% des actions de la société. L'entreprise a son conseil d'administration qui comprend des membres du cabinet de deux ministères, pour justement surveiller les activités de l'entreprise et aider à son bon fonctionnement, conformément à la loi minière, fiscale et sociale en vigueur en Côte d'Ivoire », a-t-il expliqué. ■

FAUSTIN ÉHOUMAN

République de Côte d'Ivoire
PROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE EN MILIEU URBAIN
CRÉDIT IDA n°5921-CI
BANQUE MONDIALE
MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE
FINANCEMENT IDA

AVIS DE RESULTATS DE LA DEMANDE DE PROPOSITION DP N° 13/PREMU/2019 RELATIF À L'APPUI À LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS D'ENGAGEMENT CITOYEN DANS LE CADRE DU PREMU À KORHOGO ET FERKESSEDOUGOU (ZONE NORD)

Objet de la Demande de Propositions : Appui à la mise en œuvre des activités d'engagement citoyen dans le cadre du PREMU à Korhogo et Ferkessedougou (Zone Nord)

Méthode de sélection : Sélection Fondée sur la Qualité (SFQ)

Durée du contrat : douze (12) mois

1. Attribitaire :

Nom : Groupement IVOIRE CONSEIL INTERNATIONAL / MUDEZA
Adresse (Mandataire) : 01 BP 5720 Abidjan 01
Prix de l'offre (lu publiquement) : 167 100 000 HT
Prix de l'offre après négociation : 122 887 500 FCFA HT
Prix du contrat : 122 887 500 FCFA HT

2. Soumissionnaires dont les offres ont été évaluées

Classement	Adresse	Consultants/ONG	Score Total (/ 100)	Commentaire
1 ^{er}	198 chemin d'Avignon, 84470 Châteauneuf de Gadagne, France	Groupement HYDROCONSEIL / OIDEL	84,00	Négociation non aboutie
1 ^{er} EX	01 BP 5720 Abidjan 01	Groupement IVOIRE CONSEIL INTERNATIONAL / MUDEZA	84,00	RAS
3 ^{ème}	Angré 8 ^e Tranche carrefour prière - Abidjan	ACTION CONTRE LA FAIM	82,33	RAS
4 ^{ème}	09 BP 3040 Abidjan 09	PROMAK AFRIC	81,17	RAS
5 ^{ème}	BP 283 Abidjan	GENERATION FEMME DU 3 ^{ème} MILLENAIRE (GFM3)	76,33	RAS
6 ^{ème}	27 BP 904 Abidjan 27	ONG ODAFEM	67,33	RAS

Pour toutes informations complémentaires, prière de contacter
Cellule de Coordination du Projet de Renforcement de l'alimentation en Eau potable en Milieu Urbain sise aux II Plateaux-Vallon Cité LEMANIA lot n°1802,
Code postal : 08 BP 2346 ABIDJAN 08- Côte d'Ivoire
Numéro Tél : (225) 22409090/91 – Fax : (225) 22 41 35 59

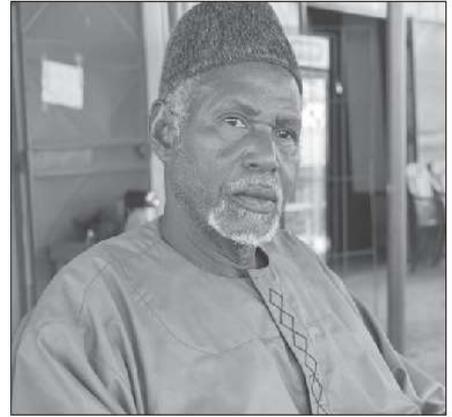
Foulabougou (Tengrela)

Un village malien en plein territoire ivoirien

Depuis 1963, des Peulhs venus du Mali ont fondé un village à quelques kilomètres de Tengrela, tout en restant Maliens.



Le drapeau ivoirien trône sur le village. (PHS: BLEDSON MATHIEU)



M. Guindo Seïni, consul du Mali à Tengrela.

Foulabougou ? « Ce n'est pas loin ». À Tengrela, tout le monde connaît Foulabougou. Un village assez particulier. Un village de Peulhs,

un village...malien en Côte d'Ivoire. Foulabou est situé à moins de dix kilomètres de Tengrela, qui n'est cependant pas son chef-lieu de dé-

partement. Parce qu'aussi paradoxal que cela puisse paraître, ce village situé à trente kilomètres de la frontière avec le Mali et en plein territoire ivoirien est malien.

Nous y allons en compagnie de Guindo Seïni, qui fait office de consul du Mali à Tengrela. L'homme est habitué au village. Il multiplie les rencontres avec toute la communauté malienne aux frontières. « Nous demandons à nos ressortissants de faire attention, des fois où il y aurait des infiltrations. »

Il veille au grain sur tout ce qui pourrait avoir un lien avec les djihadistes qui sévissent au Mali. À l'entrée de Foulabougou, trône le drapeau ivoirien. C'est le mat de l'école primaire publique que le Conseil régional de la

Bagoué a fini par construire. L'État ivoirien a aussi électifié le village. Alors qu'est-ce qui n'est pas ivoirien ici ? « La population. Tous ceux qui habitent ici sont Maliens », nous dit le consul.

Nous sommes accueillis par le chef du village qui réunit rapidement sa notabilité composée essentiellement d'hommes nés avant 1963, date de naissance du village.

« Nous sommes tous des Maliens ici. Certains sont arrivés ici en transitant par le Burkina Faso mais il n'y a pas d'autres nationalités ici ».

À Foulabougou, pas de bureau de vote. Pas de représentant de partis politiques ivoiriens. L'autorité administrative s'adresse à la population par l'entremise du consul.

Depuis quelques années, la population veut bien intégrer définitivement le pays. À commencer par l'acquisition de la nationalité. « Nous sommes ici depuis plus de cinquante ans. On ne peut plus retourner au Mali. On veut devenir Ivoiriens ».

Pour l'instant, les démarches entreprises par la notabilité n'ont pas encore abouti à la naturalisation.

Le quotidien à Foulabougou ? C'est le quotidien normal d'un village de Peulhs. Élevage essentiellement. La communauté n'entretient aucun rapport particulier avec les villages sénoufo qui l'entourent. Cependant, aucune animosité particulière n'existe dans la zone ■

BLEDSON MATHIEU,
ENVOYÉ SPÉCIAL DANS LA
BAGOUÉ

Une histoire de marabout et de Sidibé

Depuis 1963, nous sommes là. » L'auteur des propos a pour prénom Mamadou. Son nom de famille ? Sidibé. Comme tout le monde dans le village. Parce que justement à Foulabougou, tout le monde est Sidibé.

Au départ, un Sidibé venu du centre du Mali. Il était marabout. « Le fondateur du village travaillait pour le compte d'un riche homme d'affaires installé au centre-ouest du pays », raconte le chef.

Ce marabout repartait régulièrement sur ses terres natales pour « préparer ses médicaments et approfondir ses consultations. » À l'époque, les moyens de déplacement et les routes n'étaient pas aussi développés qu'aujourd'hui. « Ses voyages prenaient donc beaucoup de temps ».

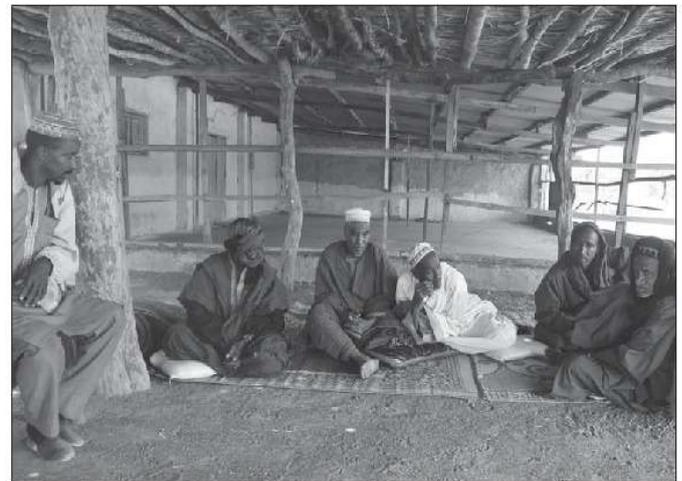


Sidibé Mamadou, chef : « Nous vivons en harmonie avec nos frères ivoiriens. »

Finalement, le marabout trouva à Tengrela une terre et un climat similaires à ses terres natales. Ainsi naquit le village. Un village de Peulhs où on parle donc le pular, leur langue. Foulabougou vient de là. Un village qui gardera ses liens

avec le Mali natal, parce que le fondateur est en même temps héritier d'une confrérie bien implantée au centre du Mali. Les populations locales ont accepté ce village expert en élevage. ■

B. MATHIEU



Les populations de Foulabougou veulent devenir Ivoiriens. (Photos Bledson Mathieu)

Recrutement de 6 000 apprenants par apprentissage Brice Kouassi invite les chefs d'établissement à recevoir toutes les candidatures

Pour la réussite de l'opération, tous les directeurs départementaux et régionaux se sont retrouvés pour s'accorder avec la tutelle sur la conduite à tenir.

Le secrétaire d'État chargé de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, Brice Kouassi, a invité le 12 février les directeurs régionaux, départementaux, les responsables d'unités mobiles des établissements sous sa tutelle à recevoir tous les adolescents ayant au moins 14 ans désireux d'apprendre des métiers. S'adressant à ces chefs d'établissement au lycée technique d'Abidjan, il leur a fait savoir que le gouvernement a lancé le recrutement exceptionnel de six mille adolescents et jeunes à travers le programme Emploi jeunes. Et ce, dans le cadre du Programme social du gouvernement. Sur cet effectif, cinq mille seront formés pour l'obtention du certificat de qualification professionnel (Cqp) et mille autres pour obtenir le Certificat d'apprentis-



Les responsables de l'Enseignement technique et la Formation professionnelle sont mobilisés autour de ce projet.

sage professionnel (Cap). Selon Brice Kouassi, « les centres de formation doivent être des guichets de réception de toutes les candida-

tures, même s'ils ne sont pas spécialisés dans la formation souhaitée par l'apprenant, durant la période de recrutement ». Car, face au pro-

blème d'emploi, le secteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, a-t-il estimé, a un rôle déterminant à jouer pour la

réorientation des jeunes. C'est dans cette logique, a expliqué le secrétaire d'État, que le gouvernement a lancé un vaste programme de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements de formation professionnelle. Afin de résoudre la question du manque de structures adéquates. Tout cela devrait permettre, en fin de compte, de « mettre sur le marché des spécialistes des métiers ». Par ailleurs, Brice Kouassi compte mettre en place des incubateurs dans toutes les 76 structures sous sa tutelle, réparties à travers le pays. « A partir de ces incubateurs, nous pourrions mettre à la disposition du pays deux types de techniciens. Le premier sera des industriels qui assureront la relève dans nos entreprises publiques et privées et le second type, des entrepreneurs qui pourront monter

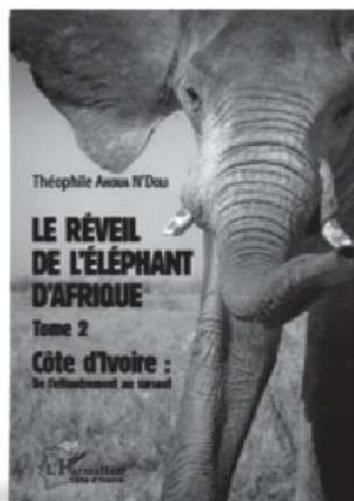
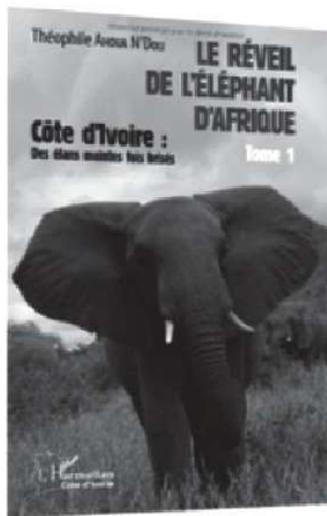
leurs propres business et devenir les champions de notre économie », explique-t-il. Le secrétaire d'État invite donc ses collaborateurs à travailler avec abnégation, dans un esprit de créativité et de responsabilité afin de faire de ce projet une réussite. Brice Kouassi n'a pas manqué de leurs demander d'user de tous les canaux dont ils disposent pour communiquer sur les opportunités des filières de formation parce qu'elles ne sont pas bien vulgarisées. « Tant que nos enfants ne sauront pas qu'en apprenant la mécanique, ils sortiront comme des mécaniciens industriels et non de petits mécaniciens qui réparent nos véhicules dans les quartiers, ils ne s'intéresseront pas à la formation professionnelle », a argumenté le secrétaire d'État ■

HERVÉ ADOU

ECONOMIE ET FINANCE PUBLIQUE

AHOUA N'Doli Théophile publie

« Le Réveil de l'Éléphant d'Afrique Tome I et Tome II » et « Manuel de Finance Publique », trois ouvrages publiés par l'Inspecteur Général d'État, Théophile Ahoua N'Doli aux éditions L'Harmattan.



DISPONIBLES A LA LIBRAIRIE DE FRANCE

Lutte contre l'épidémie de coronavirus

L'hôpital Leishenshan de Wuhan officiellement mis en service



Après que plus de 10 000 ouvriers de la construction se soient battus sans relâche dix jours et dix nuits, le 6 février, l'hôpital Leishenshan de Wuhan a reçu l'approbation officielle du Département de la construction et de la santé urbaines de Wuhan. Avec le premier groupe de personnel médical en poste, le premier groupe de patients a été admis dès le 8 février. Le 25 janvier, le premier jour du Nouvel An chinois, les avertisseurs annonçant la construction du nouvel hôpital Huoshenshan de

Wuhan, spécialisé dans la pneumonie à nouveau coronavirus ont retenti, et la ville de Wuhan a décidé d'urgence de construire un autre hôpital, celui de Leishenshan, près du lac Huangjia, dans le district de Jiangxia, dans un délai de deux semaines. 50 000 mètres carrés, 75 000 mètres carrés, près de 80 000 mètres carrés... face à l'élan féroce de l'épidémie, en seulement 6 jours, la surface totale de construction de l'hôpital Leishenshan a augmenté trois fois, le nombre de lits est passé de 1 300 à près

de 1 600, soit l'équivalent de deux hôpitaux Huoshenshan. La référence générale ici est la forme des hôpitaux de campagne, comprenant principalement des zones de traitement médical, des zones de soutien médical et des zones médicales auxiliaires. Aux États-Unis, la chaîne CNBC a rapporté le processus de construction de l'hôpital Leishenshan sous forme de textes et de vidéos, indiquant que sa construction était comparable à celle de l'hôpital Xiaotangshan de Beijing en 2003.

De son côté, le journal philippin Watchmen Daily Journal a interviewé une historienne de 84 ans qui a dit « La construction est tellement rapide, comme par magie ! ». Elle exprimé son admiration envers le gouvernement chinois pour son « efficacité et son efficacité à répondre aux besoins de son peuple ». En réponse à la nécessité de construire l'hôpital Leishenshan, la chaîne américaine CNN a cité le Dr Solomon Kuah, expert en médecine d'urgence qui a aidé le Comité International de Secours à coordonner

la construction d'hôpitaux d'urgence lors de l'épidémie d'Ébola en 2014 en Afrique de l'Ouest. Leur conception en division et stratification, estime-t-il, peut compenser de manière efficace l'insuffisance des hôpitaux existants pour aider les personnes infectées, soulignant qu'il est également particulièrement nécessaire de faire la différence entre les cas sévères et bénins, ainsi qu'entre les patients jeunes et âgés. Au moment de la Fête du Printemps, la circulation à Wuhan était fermée, rendant difficile la collecte des matériaux et le rassemblement des travailleurs. « S'il y a une guerre, rappelez-nous sans faute ! ». Depuis un certain temps, chez les unités de travail à Wuhan de China Construction Group Investment Corporation, China Construction Steel Structure, China Construction Installation, et d'autres sociétés professionnelles du China Construction Group et du 3e Bureau d'ingénierie de China Construction Group, le son de l'« appel à la bataille » résonne sans fin. 800 personnes, 1 000 personnes, 2 000 personnes, 5 000 personnes... le nombre de personnes sur les lieux ne cesse d'augmenter. A la date du 4 février, plus de 1 000 cadres et près de 8 000 opérateurs travaillaient

jour et nuit. Plus de 1 400 ensembles de divers équipements mécaniques et véhicules de transport à grande échelle ont continué de circuler. Plus de 3 000 maisons en panneaux et 3 300 ensembles de matériel d'installation mécanique et électrique sont arrivés sur le site de construction. « Derrière cette vitesse se trouve l'innovation des technologies de construction de notre pays ». Wu Hongtao, secrétaire du comité du Parti du 3e Bureau, 1re entreprise du China Construction Group dépendant du commandement sur site de l'hôpital Leishenshan, a déclaré que la construction des deux hôpitaux utilise une technologie de construction d'assemblage de pointe pour maximiser l'utilisation de produits finis industrialisés assemblés, réduisant la charge de travail sur site et faisant gagner beaucoup de temps. Dans le même temps, la construction sur site et le levage global ont été utilisés de manière alternative pour atteindre une efficacité maximale. En seulement 10 jours, l'hôpital Leishenshan a émergé à une vitesse incroyable, contribuant à la lutte pour vaincre l'épidémie ■

Tian Doudou et Han Chenglin, journalistes au Quotidien du Peuple



Zoom sur le pays du Nil

Quand l'Égypte renoue avec ses racines africaines

Quand il arrive à la tête de l'Union africaine en 2019, le Chef de l'État égyptien Abdel Fattah Al-Sissi décide de se tourner résolument vers l'Afrique.



Le Nil, qui traverse toute la ville du Caire

En ce petit matin froid de mi-janvier, le soleil chasse petit à petit le brouillard et scintille sur le majestueux Nil qui s'étale au pied de mon hôtel, lequel porte justement son nom. Des bateaux de toutes les tailles sillonnent le grand fleuve. J'aurai plus tard l'occasion, un soir, de faire une croisière sur le Nil, en compagnie de mes compagnons de voyage. À la fin du dîner, nous eûmes droit à la fameuse danse arabe du ventre qui fait fantasmer tant d'hommes. Sur l'autre rive, en face de mon hôtel, l'on aperçoit les immeubles majestueux de grands palais appartenant à des grandes chaînes internationales, de la Tour d'Égypte, de l'opéra du Caire et le bâtiment blanc

du ministère des Affaires étrangères.

Bienvenue en Égypte, votre seconde patrie !

« L'Égypte est un don du Nil », avait écrit l'historien grec Hérodote, plusieurs siècles avant Jésus Christ. Parce que l'histoire de ce pays est indissociable de ce fleuve, le plus long du monde avec l'Amazone, qui traverse une dizaine de pays avant de se jeter dans la mer Méditerranée. Depuis toujours, depuis l'époque pharaonique, la population égyptienne a vécu sur les bords de ce fleuve et en a toujours subi les caprices caractérisés par ses crues qui apportaient le limon noir qui fertilisait les terres. Dans l'ancien temps,

le pays s'appelait « Kemet » ou « Kemit » qui signifiait « terre noire ». Selon certains historiens, ce nom viendrait de ce limon noir, pendant que pour d'autres, ce nom viendrait plutôt du fait que les habitants du pays étaient des Noirs. Aujourd'hui, les plus que cent millions d'habitants du pays vivent essentiellement le long du Nil, le reste du pays étant largement désertique. L'Égypte est le troisième pays le plus peuplé d'Afrique après le Nigeria et l'Éthiopie.

« Bienvenue en Égypte, votre seconde patrie ! » Cette phrase, je l'avais plusieurs fois entendue lors d'un précédent voyage dans ce pays, au mois de juillet. Je l'entendrais à nouveau plusieurs fois de la bouche des

officiels que nous rencontrerons, mes compagnons de voyage et moi. Nous étions cette fois-ci une vingtaine de responsables de médias africains originaires d'autant de pays à effectuer ce voyage. Est-ce une instruction venue d'en haut pour faire plaisir aux visiteurs ? Sans doute. Mais je comprendrai tout au long de mon séjour qu'il s'agissait d'une réelle volonté des autorités du pays et des populations que nous rencontrerons, de se tourner vers le reste du continent et de faire corps avec ses populations. L'Égypte a pendant longtemps été classée parmi les pays du Moyen-Orient, et la population s'est toujours vue moyen-orientale.

Et les Égyptiens, comme les autres pays arabes d'Afrique du Nord, ont toujours parlé de l'Afrique comme si elle leur était étrangère, comme s'ils n'appartenaient pas à ce continent. Mais l'on peut dire à la décharge des Égyptiens qu'une partie de leur territoire, le Sinaï, se trouve sur le continent asiatique, c'est-à-dire effectivement au Moyen-Orient, la majorité de la population du pays est arabe, c'est-à-dire venue historiquement d'Arabie, et l'histoire de l'Égypte a toujours été liée à celle de cette partie du monde. L'Égypte a participé à toutes les guerres menées par les pays arabes contre Israël, son voisin, jusqu'à la conclusion

d'un traité de paix entre les deux pays le 26 mars 1979. L'Égypte est même le médiateur privilégié entre Israël et le mouvement islamiste Hamas qui dirige le territoire palestinien de Gaza.

L'Égypte a beaucoup à apporter au reste du continent

Durant toute l'année 2019, et jusqu'au dernier sommet de l'Union africaine qui s'est ouvert le dimanche dernier à Addis-Abeba, en Éthiopie, le président égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi, assurait la présidence de l'Union africaine. Et il a décidé de saisir cette opportunité pour renouer avec les racines afri-

La nouvelle capitale administrative



Le futur parlement égyptien en construction dans la nouvelle capitale administrative.

Une nouvelle ville qui n'a pas encore reçu de nom et que l'on appelle provisoirement « la nouvelle capitale administrative » est en train de sortir de terre à une cinquantaine de kilomètres à l'est du Caire, en plein désert. L'idée de cette nouvelle capitale qui date d'une quarantaine d'années a commencé à se concrétiser en 2015 sous l'impulsion du président Abdel Fattah Al-Sissi. Les travaux ont effectivement démarré en 2016 par la construction de la première tranche des travaux urbains

qui couvrent une surface de 17000 hectares. Il y sera construit 25 000 logements, soit sept cents immeubles et neuf cent cinquante villas. À terme, la nouvelle ville devrait accueillir six millions et demi d'habitants et offrir 1750000 emplois permanents, 663 infrastructures de santé, 700 écoles maternelles et garderies. On y comptera 10000 kilomètres de voies nouvelles, des hôtels de luxe, un nouvel aéroport et une tour de 345 mètres, la plus grande d'Afrique. L'objectif premier du projet est de désengorger la ville du Caire

qui compte plus de vingt millions d'habitants, et les prévisions démographiques estiment que cette population sera de quarante millions en 2040. Le chantier est impressionnant. Pharaonique, pourrait-on dire. Plus de deux cent mille personnes y travaillent en permanence. Parmi les premiers bâtiments achevés, il y a la mosquée Al-Fattah al-Alim, la plus grande d'Égypte et la cathédrale copte, la plus grande église du Moyen-Orient. Elle pourra contenir 10 000 personnes ■

VK

Lutte contre le paludisme

La Chine équipe le centre de recherche

Le ministre Aka Aouélé a officiellement réceptionné, mardi après-midi, le bâtiment réhabilité et des équipements offerts au Centre de recherche et de lutte contre le paludisme (Crlp).

Le paludisme, qui représente 33% des motifs de consultations dans les hôpitaux ivoiriens, demeure une préoccupation de santé pour les populations et un défi pour le gouvernement. Qui, par tous les moyens, veut arriver à bout de cette maladie qui fait tant de victimes. C'est tout le sens de la gratitude du ministre de la Santé et de l'hygiène publique, Aka Aouélé, au gouvernement chinois pour la réhabilitation d'un bâtiment et l'équipement en matériels de pointe du centre de recherche et de lutte contre le paludisme, sis à l'Institut national de santé publique (Insp) dans



Le ministre de la Santé et l'ambassadeur de Chine ont paraphé les documents de livraison du don.

la commune d'Adjamé. Pour Aka Aouélé, le don de la république de Chine participera à accentuer la recherche sur la pandémie, de renforcer les capacités des praticiens et surtout contribuer à la formation de haut niveau. Sur le plan local, rappellera le ministre, le gouvernement ivoirien fait beaucoup pour garantir la santé des Ivoiriens. Et ce, à travers, entre autres actions, la construction et l'équipement des structures sanitaires, la mise en place effective de l'assurance maladie universelle. Justifiant le don de la Chine à la Côte d'Ivoire, l'ambassadeur de Chine, S.E.M Wan Li, a rappelé que le

gouvernement chinois considère la santé comme l'élément essentiel de sa coopération avec les pays amis. Raison pour laquelle l'empire du milieu n'a pas hésité à construire et équiper totalement le centre de recherche et de lutte contre le paludisme. Aussi, a-t-il profité pour traduire sa reconnaissance aux autorités ivoiriennes qui ont fait don d'une tonne de matériel médical à la Chine, pour la lutte contre le coronavirus qui sévit dans ce pays. Le ministre Aka Aouélé a offert un présent à l'ambassadeur Wan Li ■

MARC YEVOU

Succession dans les 60 villages Atchan

Les Dougbo au pouvoir appellent les Tchagba au respect des us et coutumes



Les Dougbo appellent leurs cadets au respect du droit d'aïnesse. (Photo Monsan Julien)

du 23 décembre 2019 au 18 janvier 2020, sur les 60 villages atchan, 27 ont été déstabilisés par leurs cadets. Malgré des rencontres de conciliation avec le gouverneur du District d'Abidjan, Beugré Mambé. Raison pour laquelle, tout en condamnant ces faits qu'ils qualifient de gravissimes, qui visent à déstabiliser les autorités coutumières et des communautés villageoises, les Dougbo appellent les pouvoirs publics à prendre des mesures idoines qui s'imposent afin d'aider le peuple atchan à protéger son système démocratique d'accès au pouvoir et à faire régner l'ordre, la discipline et la paix dans les villages atchan.

Il faut rappeler que le lundi 30 décembre 2019, à Anono, dans une déclaration à l'issue d'une session extraordinaire, Alain Akou, se réclamant porte-parole de la Fédération Atchan-Tchagba, avait annoncé la prise du pouvoir des Tchagba, le 31 décembre 2019. A noter qu'en pays atchan, le pouvoir se prend par génération. Ainsi, après les Dougbo qui ont 15 ans de règne, viennent les Tchagba, ensuite les Blessoué et enfin les Gnando. Dans chaque génération, il y a quatre catégories. Notamment les Djehou, Dongba, Agban et Assoukrou ■

JEAN BAVANE KOUIKA

Les Atchan-Dougbo, actuellement au pouvoir, ne sont pas du tout contents de leurs cadets, les Tchagba, qui, bientôt, doivent les succéder à la gestion des affaires des villages. Ils l'ont fait savoir par une déclaration conjointe produite par leur Fédération et le collectif des chefs atchan, le mercredi 12 février, au siège de la chefferie d'Adjamé-village, en présence des chefs de la majorité des villages atchan. De quoi s'agit-il? « Courant 2018-2019, il nous est revenu de façon récurrente que dans tous les villages atchan, les Tchagba, appelés à succéder aux Dougbo, au titre de la direction et de la gestion des affaires des

villages, de façon concertée, se préparaient à prendre le pouvoir par la force, au plus tard le 31 décembre 2019. Tout en sachant que légalement et officiellement, le mandat des Dougbo, actuellement au pouvoir, expire le 31 décembre 2020 », a exposé Oga Léon, chef de village de Songon, qui a fait office de porte-parole pour planter le décor. Poursuivant, il a relevé que cette pratique est assimilée à un coup de force. Donc condamnable et absolument proscrit et contraire à la culture atchan. Raison pour laquelle, a-t-il indiqué, pour anticiper ces velléités de coup de force, le mandat des Dougbo a été réduit de 20 ou 25 à 15 ans. Ce, pour ramener la paix. Donc

au pouvoir depuis 2005, les Dougbo finissent leur mandat le 31 décembre 2020. Ainsi, à l'en croire, pour la consolidation de la paix et la cohésion sociale, les Dougbo interpellent leurs cadets (les Tchagba), aux fins de les amener à faire preuve de retenue, d'humilité, de sagesse, de respect des us et coutumes du pays atchan et surtout au respect du droit d'aïnesse. Il les invite, par conséquent, à laisser les Dougbo achever leur mandat le 31 décembre 2020 à minuit. Ensuite, dans la légalité et l'honneur, ils pourront accéder au pouvoir dans la paix et la concorde à partir de 2021. Toutefois, il a tenu à souligner que dans la période

Grossesse en milieu scolaire

La Fondation Sèphis sensibilise à Yopougon

Le lycée moderne de jeunes filles de Yopougon a vécu une ambiance particulière, le 6 février. La fondation « Sèphis », avec à sa tête Sefora Kodjo Kouassi, y a organisé, en partenariat avec l'Unicef et l'ambassade du Canada, la troisième édition de sa caravane de sensibilisation à l'intention des élèves de ce lycée d'excellence. Auxquelles se sont jointes celles du lycée Simone Ehiwet Gbagbo de Yopougon et du lycée moderne Yopougon-Andokoi. Dénommée « Sèphis Tour », cette caravane de sensibilisa-

tion porte notamment sur le leadership féminin, la promotion et la protection du genre, l'entrepreneuriat et les grossesses en milieu scolaire. A propos des grossesses de la jeune fille en milieu scolaire, Tra Sylvie a rappelé que des sanctions pénales et professionnelles sont prévues contre les auteurs. Dans la même veine, le proviseur du lycée moderne de jeunes filles de Yopougon a indiqué que « Sèphis Tour » est une opportunité pour les jeunes filles des lycées et collèges d'acquiescer des valeurs cardinales. Entre autres, le leadership,

l'excellence, l'estime de soi qui feront d'elles des modèles achevés de la femme de demain. La présidente de la fondation Sèphis a, quant à elle, souligné que quatre villes de la Côte d'Ivoire, à savoir Man, Séguéla, Bingerville et Abidjan (Yopougon, Bingerville, Cocody, Abobo, Koumassi), seront visitées. L'innovation majeure est la compétition entre établissements de filles. Pour renforcer leurs capacités en leadership afin de leur permettre de former à leur tour les plus jeunes ■

CASIMIR DJEZOU

6^e édition de la Convention mondiale du cajou (Wcc)

Gon Coulibaly exhorte les investisseurs à s'intéresser davantage à la transformation locale

La Côte d'Ivoire abrite, depuis le 12 février, la 6^e édition de la Convention mondiale du cajou (Wcc).

Amadou Gon Coulibaly, Premier ministre, a procédé hier à l'ouverture de la 6^e édition de la Convention mondiale du cajou, couplée avec la 3^e édition des Journées nationales des exportateurs de cajou de Côte d'Ivoire (Jnec-ci), à l'hôtel Radisson Blu, à Port-Bouet. Organisé par l'Association des exportateurs de cajou de Côte d'Ivoire, cet événement international, qui s'étend sur trois jours, se tient pour la première fois sur le continent africain. Il rassemble plus de 600 participants, notamment des investisseurs, des producteurs venus du Vietnam, de l'Inde, d'Europe, du Mali, Burkina Faso, Nigeria, autour du thème « Quel écosystème durable pour le secteur mondial du cajou ? ». A cette occasion, le chef du gouvernement a invité les investisseurs étrangers à s'intéresser davantage à la transformation du cajou en Côte d'Ivoire. « C'est l'un des pays prometteurs en Afrique de l'Ouest. Nous sommes engagés à faire en sorte que votre expérience d'investissement en Côte d'Ivoire soit un succès et qu'elle permette, avec les mesures du gouvernement, de relever les défis auxquels fait face l'industrie du cajou », a-t-il rassuré. Puis de saluer l'ini-



Le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, a fait passer le message du gouvernement à l'occasion de la cérémonie d'ouverture des travaux de la 6^e édition de la Convention mondiale du cajou. (PHOTOS : SÉBASTIEN KOUASSI)

tiative de ce symposium qui devrait permettre d'attirer des investissements, notamment dans la transformation, un point critique dans l'ajout de valeur pour la filière. Le chef du gouvernement n'a pas manqué d'exhorter les pays africains à réussir la transition de leurs économies vers davantage de transformation locale. Tout en assurant, a-t-il ajouté, l'approvisionnement en noix brutes de leurs par-

tenaires commerciaux. Poursuivant, le Premier ministre a indiqué que le gouvernement a pris trois mesures majeures pour booster la transformation locale. Il s'agit de l'octroi aux unités industrielles de subventions à la transformation locale du cajou ; l'investissement de 200 millions de dollars, soit un milliard de Fcfa, pour la compétitivité de la chaîne de valeur du cajou, l'élaboration d'un pro-

gramme en partenariat avec la Banque mondiale qui vise notamment à renforcer l'organisation de la chaîne de valeur de l'anacarde afin de réduire les coûts de commercialisation, à améliorer l'accès aux marchés de la noix brute et à faciliter l'installation des unités de transformation dans les zones de production du pays. Parlant des performances du secteur, Amadou Gon Coulibaly s'est réjoui de

la performance de la Côte d'Ivoire, avec une production de 715 000 tonnes en 2015, hissant depuis cette année le pays au premier rang mondial des pays producteurs de noix de cajou dans le monde. Pour Gon Coulibaly, c'est pour saluer cet effort de la production que les organisateurs de cette convention mondiale du cajou ont choisi la Côte d'Ivoire pour abriter cette édition, après celle qui

s'est tenue à Abu Dhabi, aux Émirats arabes unis, du 24 au 26 janvier 2019. Harouna Kaboré, ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat du Burkina Faso, par ailleurs président du Conseil international consultatif du cajou (Cicc), a, pour sa part, remercié Amadou Gon Coulibaly pour sa présence remarquée à cette rencontre qui témoigne de l'intérêt qu'il porte à la filière cajou. Selon lui, la filière cajou joue un rôle stratégique dans les économies africaines. Conscients de ce fait, fait-il savoir, sept pays ont procédé à la signature de la convention, portant la création du Cicc. Une organisation qui vise, au dire du président, la promotion de la coopération et la concertation entre les pays membres dans les domaines de la production, de la transformation, la commercialisation de la recherche des produits du cajou. La 6^e édition de la Convention mondiale du cajou, couplée avec la 3^e édition des Journées nationales des exportateurs de cajou de Côte d'Ivoire (Jnec-ci) qui prendra fin le 14 février, sera marquée par des conférences, des panels, des expositions et des rencontres B to B ■

EMELINE AMANGOUA

Les exportateurs prônent la solidarité entre les acteurs mondiaux du cajou

Couplées, cette année, à la 6^e édition de la World cashew convention, les journées nationales des exportateurs de cajou (Jnec-ci) constituent pour les acteurs du secteur une occasion de faire l'état des lieux et de se projeter dans l'avenir. Hier, à l'ouverture de ce rendez-vous national et international à l'hôtel Radisson Blu de Port-Bouet, Diaby Aboubacar, président de l'Association des exportateurs de cajou de Côte d'Ivoire (Aec-ci), a certes indiqué que l'organisation de ce symposium à Abidjan est la consécration du leadership de la Côte d'Ivoire, mais au-delà, il s'est appesanti sur la nécessité pour

les pays participants de faire de cette rencontre « un véritable facteur de stimulation des échanges, de la coopération, de la solidarité entre les acteurs mondiaux du cajou ». Et ce, d'autant plus que, souligne-t-il, le commerce mondial de la noix brute de cajou présente encore de nombreux défis à relever pour assurer la stabilité et garantir de meilleurs revenus aux producteurs. « Ces trois dernières années, le prix mondial de la noix brute a connu des fluctuations brutales, fragilisant ainsi les acteurs que sont les producteurs. En Côte d'Ivoire, la filière a résisté à ces fluctuations grâce à des réformes intelligemment conçues », a-t-il reconnu. Et de relever



Diaby Aboubacar, président de l'Association des exportateurs de cajou de Côte d'Ivoire (Aec-CI)

le rôle déterminant joué par le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly : « En technocrate avéré, vous avez su

prendre des mesures vigoureuses... Vous avez fait de la transformation locale de la noix de cajou un objectif majeur du gouvernement ». Et justement, dans la mesure où le défi de la transformation locale reste encore énorme, le président de l'Aec-ci a profité de cette tribune pour faire un plaidoyer en direction du gouvernement. Il a notamment demandé le soutien des pouvoirs publics pour venir en aide aux exportateurs dans la mise en œuvre de leurs projets de transformation locale. Étant entendu qu'en dépit de son rang de leader mondial de la production, la Côte d'Ivoire reste encore à la traîne dans le domaine de la transformation. Le pays transformant

moins de 10% de sa production. Par ailleurs, les questions liées à l'équilibre écologique, environnemental et culturel constituent un enjeu crucial pour les acteurs de la filière, qui entendent apporter un changement structurel à leurs activités à travers un partenariat international courageux, en mettant l'accent sur l'échange d'expériences, les transferts de compétences et de technologies. A noter que cette année, les exportateurs de cajou promettent de construire une école primaire à Sinématiali, pour contribuer à l'éducation des populations dans cette zone de production ■

FRANCIS. KOUAMÉ

Entretien routier 1 521 km de route à traiter, cette année, dans les Grands Ponts

Le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Amedé Koffi Kouakou, a procédé, hier, à Grand-Lahou et à Dabou, au lancement des travaux de reprofilage des routes en terre dans la région des Grands Ponts.

C'est un vaste réseau routier de 1521 kilomètres au total qui bénéficiera d'un entretien, cette année, dans la région des Grands Ponts. Le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Amedé Koffi Kouakou, en a fait l'annonce, hier à Grand-Lahou. En présence de son collègue auprès du Premier ministre en charge de la Coordination des Grands Projets, Claude Isaac Dé et des autorités locales, le ministre Amedé Kouakou a procédé au lancement du Programme d'entretien routier (Per 2019-2020) dans



Les populations des Grands Ponts ont réservé un accueil chaleureux aux membres du gouvernement. (PH: DR)

la région. Ce programme, à l'en croire, a un coût global de 2,52 milliards de F Cfa. Il se déclina, a-t-il précisé, en des travaux de revêtement de bitume de 307 km et de reprofilage de routes en terre sur 1214 km. Dans le département de Grand-Lahou, a-t-il poursuivi, il y aura des travaux de reprofilage lourd et de traitement de plusieurs points critiques portant sur 70,2 km du réseau en terre, et de reprofilage léger portant sur 364,3 km. Une annonce très bien accueillie par les populations de la Cité des trois eaux, comme on sumomme Grand-Lahou. D'autant que, comme l'a souligné le maire Daniel Gnanigni, "la quasi-totalité des routes sont dans un état de délabrement avancé". « Certes déjà inscrits à l'agenda de la tutelle, ces travaux, comme présen-

tés, connaîtront une intensification cette année, dans la mesure où nous sommes dans la deuxième année du social en Côte d'Ivoire », a souligné Amedé Koffi Kouakou. "L'entretien du réseau routier permet d'apporter une réponse à la question de la cherté de la vie, car une route peu entretenue ne favorise pas une évacuation efficace des produits agricoles vers les centres de commercialisation (... c'est pourquoi il figure en priorité dans le Ps-Gouv 2019-2020. L'exécution de ces travaux facilitera l'accès aux services sociaux de base et améliorera la fluidité des populations dans la région", a-t-il expliqué.

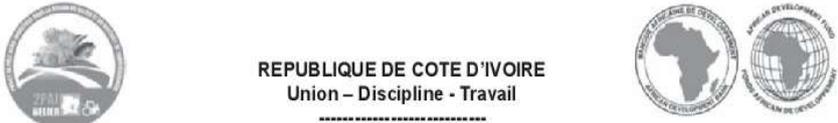
10 km de bitume pour Dabou
L'entretien routier dans les Grands Ponts consiste-

Amedé Kouakou: "Nous n'avons pas le droit de nous diviser"

Les discours que le ministre Amedé Koffi Kouakou a prononcés, hier, dans la région des Grands Ponts, étaient ponctués d'appel à la paix et à la cohésion. À Grand-Lahou ensuite à Dabou, il a rencontré les communautés baoulé avec qui il s'est entretenu franchement en baoulé. "La paix est le préalable de tout développement. On ne peut garantir cette paix qu'en restant unis et en vivant dans la cohésion. Si nous

voulons aller de l'avant, nous n'avons pas le droit de nous diviser. Il s'agit aussi et surtout de l'avenir de nos enfants. Pensons à ce que nous allons leur laisser comme pays. Tout ce que nous recherchons, c'est la paix telle que le Président Houphouët-Boigny nous a appris, et c'est ce que nous prônons au Rhd. Suivons ce qui est bon pour nous et non des discours qui appellent à la division", a-t-il lancé.

F. EHOUMAN



REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

PROJET DE PÔLE AGRO-INDUSTRIEL DANS LA REGION DU BELIER

Référence de l'accord de financement : 2100150036846
N° d'identification du Projet : P-CI-AAO-020

**AVIS D'APPEL A CANDIDATURE N° 01/2PAI-B/PM/2020
POUR LE RECRUTEMENT D'UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER (RAF)**

- Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire a bénéficié d'un appui financier du groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour le financement du Projet de Pôle Agro-Industriel dans la région du Bélér (2PAI-BELIER).
- Il a l'intention, à ce titre, d'utiliser une partie des sommes accordées pour financer le contrat du **Responsable Administratif et Financier (RAF)**.
- Sous l'autorité et la supervision de la Coordinatrice du Projet, le Responsable Administratif et Financier a pour mission principale au niveau de l'Equipe de Coordination d'assurer en conformité avec les dispositions convenues dans les accords de financement du projet, la mise en œuvre des mesures administratives, financières et comptables dans le but de maîtriser l'ensemble des opérations pour en assurer la traçabilité et minimiser les risques de dysfonctionnement de l'organisation.

De manière spécifique, la mission du RAF consistera à :

- Assurer la programmation, planification, le rapportage des activités du service et participer à l'élaboration et à l'approbation du programme de Travail et Budget Annuel du Projet (PTBA)
- Assurer la gestion administrative des ressources humaines et des moyens généraux
- Assurer la gestion comptable, la gestion financière et la gestion budgétaire
- Veiller à la qualité et la conformité des rapports périodiques et des rapports d'audits de gestion
- Contribuer à développer les mécanismes, procédures et pratiques nécessaires à l'intégrité du système de gestion administrative et financière ;

- Le RAF sera basé à Yamoussoukro et bénéficiera d'un contrat d'une (01) année renouvelable sur la base de la performance annuelle jusqu'à la fin du projet (03 ans soit 2020 à 2022).
- Qualification et expérience requises du consultant :**
Le RAF devra être titulaire d'un diplôme d'Etudes universitaire ou professionnel (BAC+5) en finance, comptabilité, contrôle, audit ou gestion. Il devra avoir une expérience professionnelle d'au moins dix (10) ans à un poste de gestion administrative, comptable et financière de projet de développement. La connaissance des règles et procédures de la Banque Africaine de Développement (gestion financière, décaissement, acquisitions) sera un atout. De plus, le RAF devra avoir une bonne connaissance du logiciel de gestion financière et comptable TOMPRO. Son intégrité et son éthique doivent être sans faille et vérifiables par références, avec une aptitude à travailler sous pressions.

- L'équipe de coordination du projet invite les intéressés à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les candidats doivent produire les informations sur leur expérience et leurs compétences démontrant qu'ils sont qualifiés pour le poste (cv, diplômes, référence de postes similaires, expérience dans des missions comparables).
- Les critères d'évaluation et le barème de notation y relatif sont :

(i) Qualification générale (Diplômes et expériences générales)	30
(ii) Expériences spécifiques relatives aux postes occupés	40
(iii) Expérience sur des projets financés par des institutions multilatérales	20
(iv) Connaissance du système de gestion financière et décaissement de la BAD	10

La note minimale requise pour être éligible est de 70 points sur 100.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les Termes de référence complets et les informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : **8h à 17h GMT**

Les candidatures doivent être déposées et/ou envoyées à l'adresse mentionnée ci-dessous **au plus tard le 28 février 2020 à 16 heures** et porter expressément en objet la mention « **Candidature au poste de Responsable Administratif et Financier du 2PAI-Belier** »

Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
Immeuble de la Caistab 13^{ème} étage secrétariat
Direction de l'évaluation des Projets,
Plateau, Abidjan;
Tél : (225) 20 21 85 14 ou 30 64 56 03/04
Courriel : 2paibelie@gmail.com; valeponou@yahoo.fr;

Entretien routier 1 521 km de route à traiter, cette année, dans les Grands Ponts

Le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Amedé Koffi Kouakou, a procédé, hier, à Grand-Lahou et à Dabou, au lancement des travaux de reprofilage des routes en terre dans la région des Grands Ponts.

C'est un vaste réseau routier de 1521 kilomètres au total qui bénéficiera d'un entretien, cette année, dans la région des Grands Ponts. Le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Amedé Koffi Kouakou, en a fait l'annonce, hier à Grand-Lahou. En présence de son collègue auprès du Premier ministre en charge de la Coordination des Grands Projets, Claude Isaac Dé et des autorités locales, le ministre Amedé Kouakou a procédé au lancement du Programme d'entretien routier (Per 2019-2020) dans



Les populations des Grands Ponts ont réservé un accueil chaleureux aux membres du gouvernement. (PH: DR)

la région. Ce programme, à l'en croire, a un coût global de 2,52 milliards de F Cfa. Il se déclinera, a-t-il précisé, en des travaux de revêtement de bitume de 307 km et de reprofilage de routes en terre sur 1214 km. Dans le département de Grand-Lahou, a-t-il poursuivi, il y aura des travaux de reprofilage lourd et de traitement de plusieurs points critiques portant sur 70,2 km du réseau en terre, et de reprofilage léger portant sur 364,3 km. Une annonce très bien accueillie par les populations de la Cité des trois eaux, comme on surnomme Grand-Lahou. D'autant que, comme l'a souligné le maire Daniel Gnangni, "la quasi-totalité des routes sont dans un état de délabrement avancé". « Certes déjà inscrits à l'agenda de la tutelle, ces travaux, comme présen-

tés, connaîtront une intensification cette année, dans la mesure où nous sommes dans la deuxième année du social en Côte d'Ivoire », a souligné Amedé Koffi Kouakou. "L'entretien du réseau routier permet d'apporter une réponse à la question de la cherté de la vie, car une route peu entretenue ne favorise pas une évacuation efficace des produits agricoles vers les centres de commercialisation (...) c'est pourquoi il figure en priorité dans le Ps-Gouv 2019-2020. L'exécution de ces travaux facilitera l'accès aux services sociaux de base et améliorera la fluidité des populations dans la région", a-t-il expliqué.

10 km de bitume pour Dabou

L'entretien routier dans les Grands Ponts consiste-

Amedé Kouakou: "Nous n'avons pas le droit de nous diviser"

Les discours que le ministre Amedé Koffi Kouakou a prononcés, hier, dans la région des Grands Ponts, étaient ponctués d'appel à la paix et à la cohésion. À Grand-Lahou ensuite à Dabou, il a rencontré les communautés baoulé avec qui il s'est entretenu franchement en baoulé. "La paix est le préalable de tout développement. On ne peut garantir cette paix qu'en restant unis et en vivant dans la cohésion. Si nous

voulons aller de l'avant, nous n'avons pas le droit de nous diviser. Il s'agit aussi et surtout de l'avenir de nos enfants. Pensons à ce que nous allons leur laisser comme pays. Tout ce que nous recherchons, c'est la paix telle que le Président Houphouët-Boigny nous a appris, et c'est ce que nous prônons au Rhdp. Suivons ce qui est bon pour nous et non des discours qui appellent à la division", a-t-il lancé.

F. EHOUMAN



REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail



MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

PROJET DE PÔLE AGRO-INDUSTRIEL DANS LA REGION DU BELIER

Référence de l'accord de financement : 2100150036846
N° d'identification du Projet : P-CI-AAO-020

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE N° 01/2PAI-B/PM/2020 POUR LE RECRUTEMENT D'UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER (RAF)

1. Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire a bénéficié d'un appui financier du groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour le financement du Projet de Pôle Agro-Industriel dans la région du Belier (2PAI-BELIER).

Il a l'intention, à ce titre, d'utiliser une partie des sommes accordées pour financer le contrat du Responsable Administratif et Financier (RAF).

2. Sous l'autorité et la supervision de la Coordonnatrice du Projet, le Responsable Administratif et Financier a pour mission principale au niveau de l'Equipe de Coordination d'assurer en conformité avec les dispositions convenues dans les accords de financement du projet, la mise en oeuvre des mesures administratives, financières et comptables dans le but de maîtriser l'ensemble des opérations pour en assurer la traçabilité et minimiser les risques de dysfonctionnement de l'organisation.

De manière spécifique, la mission du RAF consistera à :

- Assurer la programmation, planification, le rapportage des activités du service et participer à l'élaboration et à l'approbation du programme de Travail et Budget Annuel du Projet (PTBA)
- Assurer la gestion administrative des ressources humaines et des moyens généraux
- Assurer la gestion comptable, la gestion financière et la gestion budgétaire
- Veiller à la qualité et la conformité des rapports périodiques et des rapports d'audits de gestion
- Contribuer à développer les mécanismes, procédures et pratiques nécessaires à l'intégrité du système de gestion administrative et financière ;

3. Le RAF sera basé à Yamoussoukro et bénéficiera d'un contrat d'une (01) année renouvelable sur la base de la performance annuelle jusqu'à la fin du projet (03 ans soit 2020 à 2022).

4. Qualification et expérience requises du consultant : Le RAF devra être titulaire d'un diplôme d'Etudes universitaire ou professionnel (BAC+5) en finance, comptabilité, contrôle, audit ou gestion. Il devra avoir une expérience professionnelle d'au moins dix (10) ans à un poste de gestion administrative, comptable et financière de projet de développement. La connaissance des règles et procédures de la Banque Africaine de

Développement (gestion financière, décaissement, acquisitions) sera un atout. De plus, le RAF devra avoir une bonne connaissance du logiciel de gestion financière et comptable TOMPRO. Son intégrité et son éthique doivent être sans faille et vérifiables par références, avec une aptitude à travailler sous pressions.

5. L'équipe de coordination du projet invite les intéressés à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les candidats doivent produire les informations sur leur expérience et leurs compétences démontrant qu'ils sont qualifiés pour le poste (cv, diplômes, référence de postes similaires, expérience dans des missions comparables).

6. Les critères d'évaluation et le barème de notation y relatif sont :

(i) Qualification générale (Diplômes et expériences générales)	30
(ii) Expériences spécifiques relatives aux postes occupés	40
(iii) Expérience sur des projets financés par des institutions multilatérales	20
(iv) Connaissance du système de gestion financière et décaissement de la BAD	10

La note minimale requise pour être éligible est de 70 points sur 100.

Les candidats intéressés peuvent obtenir les Termes de référence complets et les informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : 8h à 17h GMT

Les candidatures doivent être déposées et/ou envoyées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 28 février 2020 à 16 heures et porter expressément en objet la mention « Candidature au poste de Responsable Administratif et Financier du 2PAI-Belier »

Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
Immeuble de la Caistab 13^{ème} étage secrétariat
Direction de l'évaluation des Projets,
Plateau, Abidjan;
Tél : (225) 20 21 85 14 ou 30 64 56 03/04
Courriel : 2paiabelier@gmail.com; valeponou@yahoo.fr;

ra aussi en des travaux de construction de quatre ouvrages hydrauliques dans le département de Dabou. Mais aussi et surtout de bitumage de 10 km de la voirie de Dabou, ainsi que le traitement de plusieurs points critiques sur l'axe Dabou-Sikensi, long de 48 km. C'est ce qu'Amedé Koffi Kouakou a annoncé à Dabou, après l'étape de Grand-Lahou. À l'en croire, c'était essentiel pour la ville qui souffre d'un manque crucial de route. Pour la réalisation de ce programme dans la région des Grands Ponts, a informé Amedé Kouakou, quatre Pme ivoiriennes ont été retenues. Mais sur le plan national, a-t-il précisé, les travaux d'entretien rou-

tier ont été confiés à 261 entreprises nationales. "Les résultats attendus seront scrutés avec la plus grande attention", a-t-il martelé.

Le réseau routier ivoirien, c'est 82 020 km de routes classées dont 75 000 km de routes en terre et 7 000 km de routes bitumées. Outre ce linéaire de routes, on dénombre environ 200 000 km de pistes rurales reliant des villages, des campements et des plantations. Ce réseau routier permet d'assurer plus de 90% des échanges dans le domaine des transports. Pour le maintenir en bon état, il faut y effectuer un entretien régulier et performant. Ainsi, chaque année depuis 2012, l'Agence de gestion

des routes (Ageroute) élabore un programme d'entretien. "La mise en œuvre de ce programme a permis, sur la période 2012-2018, d'améliorer significativement les infrastructures routières grâce à d'importants investissements publics et privés", s'est félicité Amedé Koffi Kouakou ■

FAUSTIN ÉHOUMAN
Envoyé spécial dans les Grands Ponts



Les ministres Amedé Kouakou et Claude Isaac Dé, entourés des autorités locales, ont donné le premier coup de pelle des travaux. (PH: DR)

Système de récépissés d'entreposage

Les acteurs de la filière agricole sensibilisés

Plus de 2000 acteurs de la filière agricole et des parties prenantes, venus de tout le district autonome de Yamoussoukro et de la région du Béliér, ont littéralement pris d'assaut la salle des fêtes de l'hôtel de ville de Yamoussoukro, pour s'informer sur le Système de récépissés d'entreposage (Sre). Cette rencontre initiée par le professeur Justin Koffi, directeur général de l'Autorité de régulation du système de récépissés d'entreposage (Arre), s'inscrit dans le cadre de la campagne d'information sur les textes et outils opérationnels du Sre. Aux producteurs, le patron de l'Arre a expliqué dans le détail les nombreux avantages et opportunités que leur offre ce nouveau système. Il s'agit, a-t-il souligné, d'un moyen sûr pour garantir les revenus des producteurs et de booster la transformation locale des produits agricoles. À titre d'exemple, il a expliqué qu'à partir du récépissé d'entreposage, le producteur peut bénéficier de financements auprès des établissements bancaires ou de titres en bourse. Mieux, pour créer la confiance, Justin Koffi a rassuré les producteurs

que les coopératives seront des actionnaires dans les entrepôts installés dans les différentes zones identifiées. Des producteurs de manioc, très nombreux dans la zone de Yamoussoukro et du Béliér, ont souhaité que cette spéculation trop soumise aux fluctuations injustifiées des prix soit prise en compte dans le Sre. En effet, cette campagne d'information vise à créer, entre autres, grâce à des échanges ouverts, un environnement propice à l'adhésion des acteurs et des parties prenantes pour un déploiement effectif du Sre dans les vingt zones qui ont été visitées. Au final, il s'agit de recueillir les observations et suggestions des acteurs à l'effet d'accélérer le déploiement et d'améliorer les outils opérationnels adoptés. Yaya Coulibaly, secrétaire général de la préfecture de Yamoussoukro, qui a présidé cette séance d'information et d'échange, a salué cette initiative du gouvernement, avant d'exhorter les acteurs à s'approprier cet outil qui vient leur permettre de bénéficier des fruits de leur labeur ■

N'DRI CÉLESTIN



GRUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL



MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

PROJET DE POLE AGRO-INDUSTRIEL DANS LA REGION DU BELIER (2PAI-BELIER)

Référence de l'accord de financement : 2100150036846
N° d'identification du Projet : P-CI-AAO-020

**AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N° SCI 02/2PAI-B/PNN/2020
RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR L'ELABORATION D'UN PROGRAMME DE PROMOTION DES BONNES PRATIQUES NUTRITIONNELLES**

1. Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire a bénéficié d'un appui financier du groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour le financement du Projet de Pôle Agro-Industriel dans la région du Béliér (2PAI-BELIER). Il a l'intention, à ce titre, d'utiliser une partie des sommes accordées pour financer le contrat des services d'un consultant individuel pour l'élaboration d'un programme de promotion des bonnes pratiques nutritionnelles.

2. Les services prévus au titre de cette prestation portent sur l'élaboration d'un programme de promotion des bonnes pratiques nutritionnelles en vue de l'amélioration de la santé et l'état nutritionnel des populations de la zone du projet.

De manière spécifique, les services du consultant consisteront à :

- Faire une analyse des problèmes nutritionnels et sanitaires des populations de la zone du projet ;
- Evaluer les habitudes alimentaires des populations et proposer un programme de promotion des bonnes pratiques nutritionnelles ;
- Elaborer un plan de communication et de sensibilisation sur les bonnes pratiques nutritionnelles dans la zone du projet.

3. La mission du consultant s'exécutera sur une durée de soixante (60) jours calendaires. Le consultant proposera un chronogramme détaillé des activités à mener qui devra s'étaler sur trois (3) mois au maximum à compter du mois mars 2020.

4. **Qualification et expérience requise du consultant :** Le consultant devra être titulaire d'un diplôme Bac +5 au moins dans le domaine de la nutrition ou un master en santé publique ou diplôme équivalent, avec au moins dix (10) ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la santé publique. Il devra avoir au moins cinq (05) années d'expérience dans le domaine de l'éducation nutritionnelle ou sanitaire des communautés. De plus, le consultant devra avoir réalisé deux (2) missions d'études dans le domaine de la communication et du marketing social. Il devra également disposer d'excellentes capacités de rédaction et une bonne maîtrise de l'outil informatique, notamment le logiciel Microsoft et une maîtrise parfaite de la langue française.

5. L'Equipe de Coordination du Projet invite les **Spécialistes en nutrition** à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent produire les informations sur leur expérience et leurs compétences démontrant qu'ils sont qualifiés pour la prestation (documentation, cv, diplômes, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables).

6. Les critères d'évaluation et le barème de notation y relatif sont :

(i) Qualification générale (Diplômes et expériences générales)	30
(ii) Expériences spécifiques dans le domaine de l'éducation nutritionnelle	40
(iii) Expériences dans le domaine de la communication et du marketing social	20
(iv) Connaissance du système sanitaire en Côte d'Ivoire	10

7. Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : de 08 heures 00 à 12 heures 30 et de 13 heures 30 à 16 heures 30.

8. Les manifestations d'intérêt devront être soumises en français, à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 28 février 2020 à 16 heures 00 et porter expressément la mention « recrutement d'un consultant individuel pour l'élaboration d'un programme de promotion des bonnes pratiques nutritionnelles ».

9. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Projet de Pôle Agro-Industriel dans la région du Béliér (2 PAI- Béliér, sis à Yamoussoukro au quartier « Millionnaire » en face de l'Hôtel « Le Président », BP 68 Yamoussoukro, Tél. : (225) 30 64 54 03 / 30 64 54 04 / 07 02 26 86 Email : 2paibelier@gmail.com, domanoup@yahoo.fr; lucie_dian@yahoo.fr, cmkigbafory@yahoo.fr

12e reconstitution des ressources du Fonds international de développement agricole La Côte d'Ivoire annonce une contribution de 110 millions de FCfa

Les travaux se sont déroulés les 11 et 12 février, au siège de l'institution onusienne, dans la capitale italienne.

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Kobenan Kouassi Adjoumani, a conduit la délégation ivoirienne qui a pris part à la 43e session du conseil des gouverneurs du Fonds international de développement de l'agriculture (Fida) les 11 et 12 février à Rome (Italie). À l'ouverture des travaux, il a annoncé la contribution de la Côte d'Ivoire pour la 12e reconstitution du Fida qui s'élève à 110 millions de FCfa. « Pour ma part, je voudrais annoncer que mon pays, la Côte d'Ivoire, est heureuse de vous annoncer sa contribution à hauteur de 110 millions de FCfa, soit 200 mille dollars, pour la 12e reconstitution des ressources du Fida », a-t-il déclaré. Le



Le ministre Kobenan Kouassi Adjoumani, chef de la délégation ivoirienne, à Rome. (PH: DR)

ministre de l'Agriculture et du Développement rural dont c'est la première participation aux travaux a exprimé l'attachement de la Côte d'Ivoire à l'institution du fait de la qualité de sa collaboration avec le pays. Kobenan Adjoumani a donc transmis « les remerciements de Son Excellence Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire, au président du Fida pour le soutien continu que sa structure apporte aux populations les plus vulnérables » de la Côte d'Ivoire. Il a tenu à rappeler que pendant les moments difficiles que le pays a traversés, le Fida faisait partie des rares institutions du système des Nations unies qui ont maintenu leur appui aux populations en détresse. « Comme dit l'adage : c'est dans les moments difficiles qu'on reconnaît ses vrais amis. Je peux donc affirmer que le Fida fait partie des amis qui comptent pour la Côte d'Ivoire », a-t-il lancé. L'émissaire du gouvernement s'est aussi félicité de la pertinence du thème général de cette 43e session : « Investir dans des systèmes alimentaires durables pour éliminer la faim à l'horizon 2030 ». Il a estimé que le thème est en conformité avec le rôle du Fida en matière d'appui à des systèmes alimentaires durables. C'est un acteur incontournable dans la réalisation de l'Objectif de développement durable n° 2 (Odds2). Pour sa part, le président du Fida, Gilbert Fossoum Hounbo, a expliqué que « 79 % des personnes pauvres et la grande majorité de celles qui ont faim vivent dans les zones rurales » ■

ABOUBAKAR BAMBA

AVIS AUX LECTEURS

Vous êtes victimes d'abus, de vol ou d'escroquerie. Vous êtes témoin d'un accident, d'un braquage ou d'un fait insolite, appelez les faits divers de Fraternité Matin au 20 30 60 00 / 20 37 06 66 / 05 87 12 94 / 07 35 38 65
Email : marc.yevou@fratmat.info

République de Côte d'Ivoire

PROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE EN MILIEU URBAIN

CREDIT IDA n°5921-CI

BANQUE MONDIALE

MINISTRE DE L'HYDRAULIQUE

FINANCEMENT IDA

AVIS DE RESULTATS POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR L'ELABORATION DU PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION DES PERSONNES AFFECTEES PAR LES TRAVAUX DE RENFORCEMENT DU RESEAU D'EAU POTABLE DANS LE CENTRE URBAIN D'AGBOVILLE

Objet : Recrutement d'un consultant individuel pour l'élaboration du Plan d'Action de Réinstallation des personnes affectées par les travaux de renforcement du réseau d'eau potable dans le centre urbain d'AGBOVILLE

Méthode de sélection : consultant individuel

Durée du contrat : Trente (30) Jours

- Consultant Attributaire :**
Nom : **KOFFI Arouna**
- Soumissionnaires dont les offres ont été évaluées**

N°	Nom du Consultant	Grille d'évaluation (Expériences spécifiques) / Scores					Scores totaux	Rang
		Expériences générales		Expérience spécifique et pertinente pour la mission		Connaissance du secteur d'activité 10 points		
		Qualifications générales du consultant	Expérience professionnelle en élaboration de PAR	Nombre de PAR de projets Banque mondiale	Nombre de PAR réalisés en Côte d'Ivoire			
1	KOUASSI N'Guessan Pierre	10	13	40	20	10	93	1 ^{er}
2	KOFFI Arouna	10	12	36	20	10	88	2 ^{ème}
3	N'GUESSAN Yao Norbert	10	12	34	20	10	86	3 ^{ème}
4	MAMBA Tchimou Bernard	10	0	30	14	10	64	4 ^{ème}
5	NDEMANOU Richard	10	10	30	0	10	60	5 ^{ème}
6	ZONGO Hermann Jean De Dieu	10	00	00	00	00	10	6 ^{ème}

NB : Le consultant KOUASSI N'Guessan Pierre classé premier sur les trois villes (AGBOVILLE, BINGERVILLE et TIASSALE-N'ZIANOUA-N'DOUCI-SIKENSI) a opté pour le choix de BINGERVILLE, vu que les trois (03) prestations doivent se dérouler simultanément.

Pour toutes informations complémentaires, prière de contacter

Cellule de Coordination du Projet de Renforcement de l'alimentation en Eau potable en Milieu Urbain sise aux II Plateaux-Vallon Cité LEMANIA lot n°1802,
Code postal : 08 BP 2346 ABIDJAN 08- Côte d'Ivoire
Numéro Tél : (225) 22409090/91 – Fax : (225) 22 41 35 59

Production de biocarburant

Vers l'installation d'une usine de production à Dabou

La cérémonie de restitution de l'étude de faisabilité s'est tenue le 10 février, à l'auditorium de l'ex-Caistab.

L'Agence nationale d'appui au développement rural (Anader) a organisé, le 10 février, à l'auditorium de l'ex-Caistab au Plateau, la cérémonie de restitution de l'étude de valorisation des sous-produits agricoles en Côte d'Ivoire. Le projet est donc à l'étape de recherche de financements pour sa réalisation à Dabou où seront produits deux types de carburant. Ce sont le biodiesel (liquide) fabriqué à partir d'huiles végétales non-alimentaires, notamment celles obtenues de la graine d'hévéa ; et le bio-méthane (gazeux) tiré du mélange de résidus agricoles (banane, épluchures de manioc) et d'élevage (lisier porcin, fiente de volaille).

Le fruit de la coopération ivoiro-suédoise

Présidant la cérémonie au nom du ministre de l'Agriculture et du Développement rural qu'il représentait, Dr Yao N'Guetta René, directeur de cabinet adjoint, a appelé les partenaires techniques et financiers, mais surtout le secteur privé à se mobiliser pour une mise en œuvre diligente du projet. D'autant qu'en plus de rapporter des revenus supplémentaires aux producteurs et transformateurs des produits agricoles, le projet contribue significativement au respect des engagements pris par la Côte d'Ivoire, lors de la Cop21 à Paris, en 2015, en termes de réduction de gaz à effet de serre, a-t-il fait remarqué. Puisque l'étude montre que l'analyse de la qualité de l'air à Abidjan indique qu'environ 3000 tonnes de Co2 sont émises quotidiennement par les véhicules dans la capitale économique (voitures personnelles, gbaka, woro-woro, etc.) en plus d'une haute teneur en soufre (So2) dans le diesel. Dr Yao N'Guetta René a également souligné que le projet fait entrer la Côte d'Ivoire dans le cercle très fermé des pays engagés dans l'économie circulaire. Il n'a pas manqué d'engager l'Anader et ses partenaires à travailler à la réalisation efficace du projet. En outre, il a exprimé la gratitude du gouvernement au Royaume de Suède qui a financé l'étude à hauteur de 400 millions de FCfa à travers le Swedfund et le Groupe Scania. À cette occasion, l'ambassadeur de la Suède, Marie Leissner, a réitéré la volonté de son

pays d'accompagner la Côte d'Ivoire dans son processus de développement, notamment sur les questions ayant trait à la protection de l'environnement, au changement climatique et à la durabilité de l'économie. Elle a félicité Sidiki Cissé, Dg de l'Anader, pour son engagement dans la valorisation des sous-produits agricoles. Mais également pour la qualité de la coopération entre les partenaires suédois du projet et l'Anader.

Un potentiel immense
L'optimisme exprimé par Dr Yao N'Guetta René repose aussi sur le potentiel du projet. Concernant le biodiesel, il s'agit notamment d'une production de 63 millions de litres de biodiesel à partir des graines d'hévéa, 5,9 % de la consommation annuelle en diesel et la possibilité de développer d'autres produits à valeur ajoutée (peinture, savon, etc.). Cela représente un impact économique annuel de 42 milliards de FCfa à maturité (2 milliards de FCfa la première année) à travers la mobilisation d'une nouvelle chaîne de valeur basée sur les graines d'hévéa. C'est également la diminution des importations de diesel de 3 millions de litres par an pour la première usine et 63 millions de litres à terme. Sans oublier la création de 420 nouveaux emplois, soit 20 par usine de biodiesel et la création de 10 000 emplois saisonniers pour les femmes et les jeunes - par usine - pour le ramassage des graines d'hévéa. À cela s'ajoute la réduction globale par an des Ges estimée à 120 000 t par année, du dioxyde de soufre (So2) de 140 t. Les importations de tourteaux de soja, remplacées en partie par les tourteaux de graines d'hévéa, seront revues à la baisse. Et l'on verra la mise en marché d'un substitut de l'engrais artificiel (glycérine - coproduit de la production de biodiesel) riche en potassium et la réduction de la déforestation par la substitution de charbon fait de bois coupé par des briquettes de coques de graines d'hévéa de qualité A1. Quant au bio-méthane, son impact économique annuel est estimé à 78 milliards de FCfa d'ici 2030, par la mobilisation d'une nouvelle chaîne de valeur basée sur les sous-produits agricoles.

Ce pan du projet permettra aussi l'augmentation des revenus de l'ensemble des exploitants agricoles de 1,3 milliard de FCfa par an (39 milliards en 2030) et la

création de 2 700 nouveaux emplois d'ici 2030 (78 emplois par usines). En outre, le potentiel de la production du bio-méthane réside dans la réduction des Ges de 140

000 tonnes et des importations d'engrais artificiel. Ce sera aussi 420 000 t de compost de bonne qualité offert aux producteurs agricoles. Toute chose qui conduira à

la réduction de l'irrigation en raison d'un engrais naturel de meilleure qualité ■

ABOUBAKAR BAMBA



MINISTRE DE L'HYDRAULIQUE

République de Côte d'Ivoire

PROJET DE RENFORCEMENT DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE EN MILIEU URBAIN

CRÉDIT IDA n°5921-CI



FINANCEMENT IDA



SANQUE MONDIALE

AVIS DE RESULTATS POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR L'ELABORATION DU PLAN D'ACTION DE REINSTALLATION DES PERSONNES AFFECTEES PAR LES TRAVAUX DE RENFORCEMENT DU RESEAU D'EAU POTABLE DANS LE CENTRE URBAIN DE BINGERVILLE

Objet : Recrutement d'un consultant individuel pour l'élaboration du Plan d'Action de Réinstallation des personnes affectées par les travaux de renforcement du réseau d'eau potable dans le centre urbain de BINGERVILLE

Méthode de sélection : consultant individuel

Durée du contrat : Trente (30) Jours

1. **Consultant Attributaire :**
Nom : **KOUASSI N'GUESSAN Pierre**
2. **Soumissionnaires dont les offres ont été évaluées**

N°	Nom du Consultant	Grille d'évaluation (Expériences spécifiques) / Scores				Connaissance du secteur d'activité 10 points	Scores totaux	Rang
		Expériences générales		Expérience spécifique et pertinente pour la mission				
		Qualifications générales du consultant	Expérience professionnelle en élaboration de PAR	Nombre de PAR de projets Banque mondiale	Nombre de PAR réalisé en Côte d'Ivoire			
1	KOUASSI N'GUESSAN Pierre	10	13	40	20	10	93	1 ^{er}
2	KOFFI Arouna	10	12	36	20	10	88	2 ^{ème}
3	N'GUESSAN Yao Norbert	10	12	34	20	10	86	3 ^{ème}
4	NDEMANOU Richard	10	10	30	0	10	60	4 ^{ème}
5	ZONGO Hermann Jean De Dieu	10	00	00	00	00	10	5 ^{ème}

NB : Le consultant KOUASSI N'GUESSAN Pierre classé premier sur les trois villes (AGBOVILLE, BINGERVILLE et TIASSALE-N'ZIANOUA-N'DOUCI-SIKENS) a opté pour le choix de BINGERVILLE, vu que les trois (03) prestations doivent se dérouler simultanément.

Pour toutes informations complémentaires, prière de contacter
Cellule de Coordination du Projet de Renforcement de l'alimentation en Eau potable en Milieu Urbain sise aux II Plateaux-Vallon Cité LEMANIA lot n°1802,
 Code postal : 08 BP 2346 ABIDJAN 08- Côte d'Ivoire
 Numéro Tél : (225) 22409090/91 – Fax : (225) 22 41 35 59

Journée mondiale de la radio

Déclaration du ministre de la Communication et des Médias

Chers Compatriotes,

La Conférence générale de l'UNESCO a proclamé le 13 février comme étant la Journée Mondiale de la Radio, lors de sa 36e session en 2011.

Ainsi, chaque année, le monde met un point d'honneur à se rappeler l'apport qualitatif important de cet excellent moyen de communication entre les peuples. La radio, en effet, permet de toucher les populations les plus larges, les plus variées et d'atteindre les zones les plus reculées de nos Etats. Elle informe, éduque, divertit et favorise la libre expression ainsi que la pluralité des opinions. La radio met également en lumière la riche diversité de nos cultures, en permettant par exemple aux populations d'exprimer leurs idées dans leur propre langue.

Le thème de cette 9e édition de la Journée Mondiale de la Radio, qui est « Radio et diversité », arrive donc à point nommé pour approfondir la réflexion sur le rôle des radios dans la promotion des différentes facettes de notre humanité.



Sidi Tiémoko Touré, ministre de la Communication et des Médias.

Mesdames et Messieurs,

La peur de l'autre, parce qu'il est inconnu ou différent, est un sentiment qui conduit trop souvent à une hostilité injustifiée et à des conflits regrettables. Alors que notre diversité constitue un patrimoine à sauvegarder et à capitaliser puisqu'elle concourt à notre enrichissement mutuel.

La radio peut et doit contribuer à remplacer par des concepts positifs les stéréotypes qui affectent l'imagerie populaire. Elle doit stimuler les discussions sur la diversité et être

un cadre de rencontre et de découverte de l'autre. Elle doit permettre à plus de voix d'être entendues afin de favoriser la tolérance et l'inclusion de tous dans le jeu démocratique et les actions de développement.

Chers promoteurs et animateurs de la radio,

Pour son utilité et pour sa mission sociale, la radio doit offrir plus de contenus originaux tenant compte de la diversité de son auditoire et ouvrir davantage ses antennes aux minorités, notamment les personnes défavorisées, marginalisées ou en situation de handicap. Vous avez donc compris que vous avez un rôle important à jouer dans la lutte contre la discrimination sous toutes ses formes, dans le renforcement du tissu social et le maintien de la cohésion nationale.

En outre, nous vous encourageons à prôner également la diversité au sein de vos équipes, en intégrant des profils variés, représentatifs de la société dans laquelle vous exercez votre noble métier. Les personnes vulnérables ou celles issues des minorités

peuvent trouver au sein de vos stations un cadre d'expression de leur potentiel et créer une saine émulation chez leurs pairs. D'ailleurs, nous n'avons pas de doute que leur implication en amont dans la conception des programmes permettra des innovations majeures et des émissions encore plus pertinentes.

La radio comme espace d'égalité des chances, c'est possible et nous y croyons. Mais cela ne peut devenir une réalité qu'avec votre collaboration. Faites la promotion de la diversité non seulement sur vos ondes mais également au sein de vos stations.

Soyez assurés que le gouvernement se tient à vos côtés pour vous apporter l'appui nécessaire à l'atteinte de vos objectifs.

Avec l'élargissement prochain des missions de l'aide publique aux médias, nous pourrions répondre avec encore plus d'efficacité à vos besoins, pour le bien-être de tous. Bonne célébration de la diversité qui enrichit pour que vive la Radio ! ■

Abidjan, Jeudi 13 février 2020
Je vous remercie.




FORUM DU SÉNAT

FORUM DU SÉNAT

AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Thème:

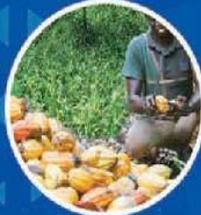
La représentation des collectivités territoriales face aux défis de la décentralisation.

17 | Février

18 | 2020

à la Fondation FHB de Yamoussoukro









Contacts : (+225) 09 72 50 60 / 07 84 19 29 / 09 53 02 89

www.forumdusenat.ci